ISSN 0024-7650

Uruguay : l'usure de la dictature

pages 10 et 11

lutte ouvrière

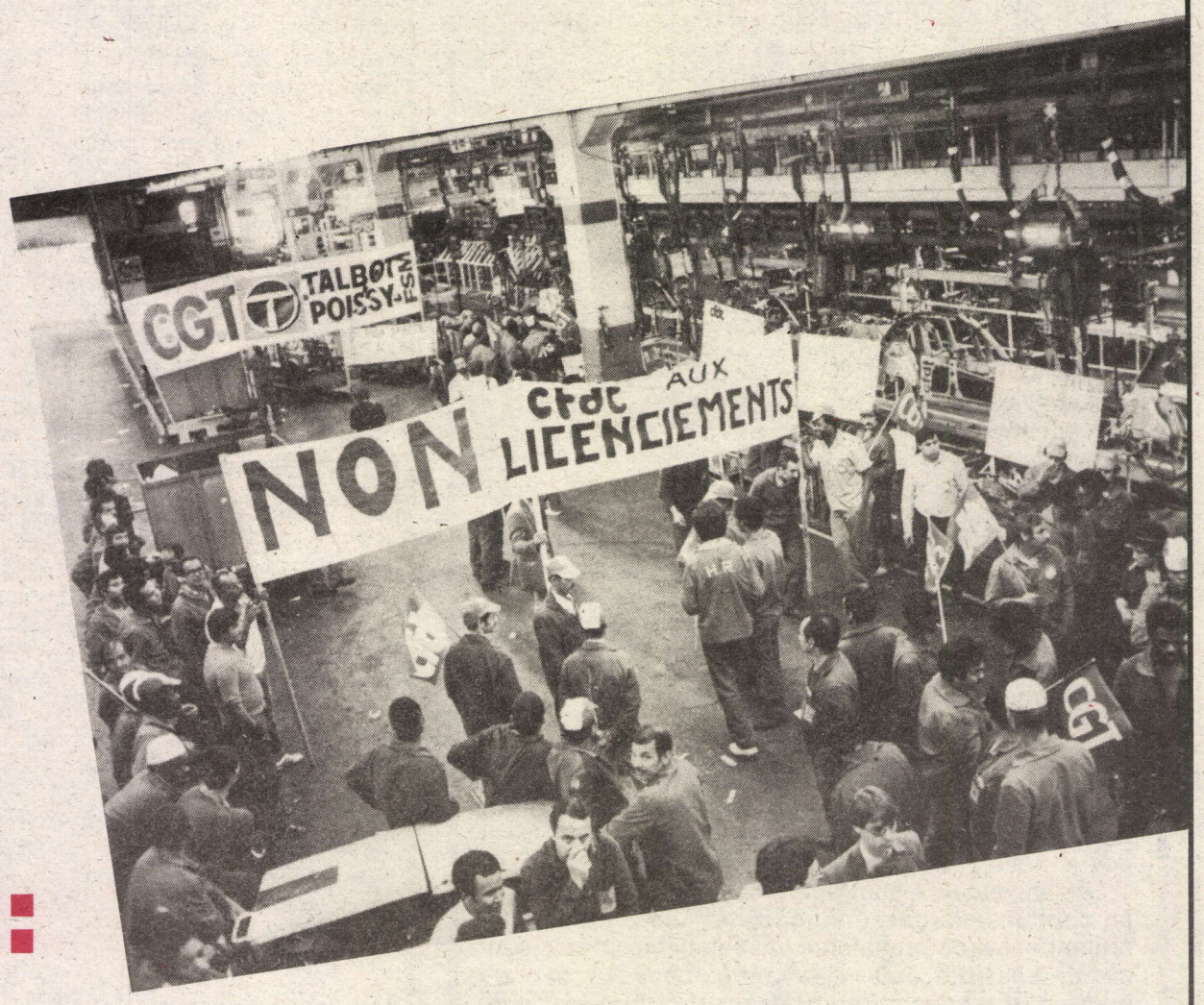
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 810 - 10 décembre 1983 - prix : 6 F

Le marché commun en crise

page 9

Malgré l'hypocrisie des campagnes d'action syndicale

chômage accru et salaires en baisse:



c'est ce que le gouvernement promet aux travailleurs pour 1984

M 6189 - 810 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 8 :
— **Pollutions atmosphériques et acidité de l'eau de pluie..**

Page 9 :
— **Athènes : l'Europe du chacun-pour-soi.**

Pages 10 et 11 :
— **Uruguay : usure de la dictature.**
- **Les étapes de la venue au pouvoir des militaires.**
- **Des partis de gauche qui ont lié les mains de la classe ouvrière.**
- **La police à l'œuvre.**

Page 12 :
— **Le gouvernement Thatcher contre le droit de grève.**
— **Pologne : mesures de guerre contre la classe ouvrière.**

Page 13 :
— **La reprise de l'économie américaine : une fuite en avant.**
— **Venezuela : changement de président, mais pas de politique.**

En France

Page 4 :
— **Marchais et Jospin au jeu des frères ennemis..**

Page 5 :
— **Il y a moins loin des Minguettes à l'Elysée que de l'Elysée aux Minguettes.**

Page 6 :
— **Licenciements annoncés... et milliards d'aides aux patrons.**
— **Assouplissement de la loi Quillot : des cadeaux aux propriétaires.**

Page 7 :
— **« Nouveaux droits » des travailleurs... favorables aux patrons.**

Page 14 :
— **L'Etat arrose le groupe Chausson.**

Page 15 :
— **Jeumont-Schneider : en grève pour les salaires.**
— **Thomson ; Norton, La Courneuve ; SNCF Limoges.**

Page 16 :
— **Markowicz (région toulousaine) ; CRAMA Bordeaux ; communaux de Grenoble.**

Culture

Page 17 :
— **Livres : *Soliman le Magnifique,* d'A. Clot ; *Les Egarés,* de F. Tristan ; *C'est le Goulag !* dessins de Plantu ; *Dark Hazard,* de W.R. Burnett.**

Pages 18 et 19 :
— **Exposition : *Origine et évolution de l'Homme,* au Palais de la Découverte.**
— **Film : *Jamais plus jamais.***
— **Livre : *La mémoire d'Abraham,* de Marek Halter.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'affaire Paribas : pour un procès, combien d'arrangements discrets et combien de fraudeurs impunis !

Il y a du beau monde en ce moment dans le box des accusés de la 11e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Une fois n'est pas coutume : il s'agit de Bernard Darty, Jean-Claude Naublet (ex-P-DG de Motobécane), des frères Margnat, de Pierre Moussa, ex-P-DG de la banque Paribas, et d'une soixantaine d'autres, tous accusés d'avoir contrevenu à la législation sur le contrôle des changes soit pour avoir sorti illégalement des capitaux de France, soit pour avoir permis et facilité cette évasion.

Le montant estimé des capitaux ainsi évaporés est d'environ 250 millions de francs et concerne 104 clients de la banque Paribas. C'est à la suite d'un contrôle dans les locaux de Paribas en 1980 que fut découvert le pot aux roses, sous la forme d'un carnet contenant de nombreuses indications sur les transferts. Pour la plupart des fraudeurs (tous ceux qui avaient transféré des sommes inférieures à 2 millions de francs), l'affaire s'est terminée par une transaction avec le fisc, comme cela se passe le plus souvent en pareil cas. Ni vu ni connu, on paye et on n'en parle plus.

Alors pourquoi un tel procès, avec un tel retentissement ? C'est qu'entre-temps il y a eu la nationalisation de Paribas et d'autres banques en septembre 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Or à cette époque, il y a deux ans, les dirigeants de Paribas, avec l'ex-P-DG Pierre Moussa en tête avaient réussi in extremis à soustraire la filiale suisse de Paribas à sa nationalisation. Et le gouvernement s'est trouvé ainsi ridiculisé et provoqué par ce grand financier qui n'en faisait qu'à sa tête, sans aucun moyen de recours contre l'opération effectuée en douce par le P-DG de Paribas. Tout au plus a-t-il pu ressortir des cartons cette affaire de trafic de fonds datant de l'année précédente. Et c'est ce qui donne lieu à ce procès public.

Du beau linge dans le box des accusés.

Mais qu'on se rassure : la banque Paribas elle-même en tant que personne morale a été absoute pour ses trafics au début même du procès. Grâce à une transaction de 27 millions de francs, elle est dégagée de toute responsabilité dans cette affaire. Et ce procès sera peut-être tout au plus le procès de quelques dizaines de riches qui ont eu la malchance de se faire pincer, et qu'évidemment nous ne plaindrons pas.

Il sera tout au plus l'occasion pour le pouvoir de faire mine de ne pas tolérer les bravades de la grande bourgeoisie. Mais cela ne donnera pas le change à grand-monde et, en tout cas, certainement pas à la bourgeoisie en question, qui sait bien que les seules « nationalisations » se sont soldées, pour tous les actionnaires des « nationalisées », par des bénéfices plantureux, auprès desquels toutes les amendes dont pourra décider le procès apparaîtront comme dérisoires. Et les bourgeois pourront continuer de ricaner de ce gouvernement qui, après leur avoir rempli les poches, fait mine aujourd'hui de leur faire des procès !

Claude CHARVET

Un monde avec lequel la justice prend des gants

Voilà donc des gens riches en procès. Des gens qui ont accumulé des capitaux grâce à la sueur et à la peine de milliers de travailleurs (J.C. Noblet n'est-il pas l'ancien P-DG de Motobécane, qui a licencié plusieurs centaines de travailleurs ces derniers mois). Des gens qui ont fraudé le fisc, volé à l'Etat des dizaines de millions de francs (au moins pour ce qui est apparu dans cette affaire). Eh bien, ces gens-là comparaissent librement et vont et viennent à leurs petites affaires. Quand ils comparaissent, car plusieurs ont préféré s'exiler avec leurs capitaux !

Que risquent-ils ? Pas grand-chose. Ils paieront peut-être, mais pas au point de devenir pauvres ! Certains ont d'ailleurs l'habitude du tribunal, comme ce Darty, déjà condamné 28 fois pour infraction à la législation du travail. La justice prend des gants avec les gens du beau monde... quand elle s'en prend à eux. Car combien échappent tout simplement aux lois ? Car, dans bien des cas, quand ils se font pincer, il leur suffit d'argent pour acheter leur virginité judiciaire, en payant une transaction avec les impôts !

Claude CHARVET

Un expert en filiales

Il paraît que le procès fait à Pierre Moussa, l'ex-P-DG de Paribas, ne l'empêche pas de prospérer, au contraire même. Au fond, il démontre sa capacité à bien gérer l'argent des riches et fait ainsi sa publicité. Les clients afflueraient vers la « PME » qu'il a fondée : « Finances et Développement », une société de conseils financiers, spécialisée dans la vente et l'achat de filiales. L'affaire de la cession de Paribas, remise en lumière par son procès, ne vaut-elle pas un diplôme d'expert ?

Claude CHARVET

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

Malgré l'hypocrisie des campagnes d'action syndicales :

Chômage accru et salaires en baisse, c'est ce que le gouvernement promet aux travailleurs pour 1984

Lorsqu'ils se sont rencontrés, tout récemment, le Parti Communiste et le Parti Socialiste se sont dits d'accord. Ils se sont dits d'accord pour approuver et défendre la politique du gouvernement dans le domaine social, et donc pour approuver le plan de Delors en matière de salaire.

Pourtant, c'est à cause du plan Delors qu'en 1983, les salaires n'ont pas augmenté de plus de 8 %, alors que l'indice officiel des prix, bien inférieur à l'augmentation réelle du coût de la vie, atteindra presque 10 % pour l'année !

Parallèlement, en ce moment même, dans beaucoup d'entreprises, des négociations salariales sont engagées avec les patrons pour les augmentations de 1984. Et la CGT, ainsi que les autres syndicats, fait campagne pour que, par des débrayages, par-ci, par-là, les travailleurs appuient les syndicats dans les négociations.

Alors, il faudrait quand même choisir. Qui les syndicats vont-il défendre ? Vont-ils défendre les intérêts des travailleurs, ou bien vont-ils défendre, avec le PC et le PS, la politique du gouvernement qui prévoit dès maintenant de n'augmenter les salaires que de 5 %, quelle que soit la hausse des prix, et même si l'indice officiel atteint comme cette année les dix pour cent et, pourquoi pas, plus.

Alors à quoi la campagne des syndicats, et en premier lieu de la CGT, sert-elle ? A faire croire aux travailleurs qu'ils sont défendus ? A leur faire prendre patience ? Pendant que le gouvernement, au service des intérêts de la bourgeoisie, continuera à diminuer le niveau de vie des travailleurs par tous les bouts : d'un côté par la baisse relative des salaires par rapport au coût de la vie et, de l'autre, par l'extension du chômage, parallèle à la diminution des indemnités que reçoivent ceux qui y sont réduits.

Car, en même temps que le gouvernement s'en prend aux salaires, il se montre incapable de contraindre les riches à investir et à maintenir la production et l'emploi.

Aujourd'hui quelques milliers de licenciements sont annoncés chez Talbot. Et ce n'est qu'un début. Car ces quelques milliers de licenciements en annoncent bien d'autres rien que dans l'automobile. Car toute l'automobile va mal, et à partir du moment où il y aura des licenciements massifs dans l'automobile, ce sont des dizaines de milliers d'autres qui suivront de proche en proche.

Car la folie du système capitaliste, c'est que plus on réduit le niveau de vie de la population, plus on réduit sa consommation, moins on vend et moins on a besoin de travailleurs.

Aujourd'hui l'automobile est touchée parce que les classes populaires sont touchées. Les grosses voitures ne se sont jamais vendues si bien. Mais ce n'est pas sur les grosses voitures que les industriels de l'automobile font du profit. C'est sur les petites qui sont plus vendues, et relativement plus cher. Or les petites voitures se vendent de moins en moins car si les riches sont de plus en plus riches, les travailleurs sont de plus en plus pauvres, et il y a de plus en plus de chômeurs.

Voilà en ce dernier mois de 1983 comment 1984 s'annonce pour les travailleurs.

La droite a laissé la place aux partis de gauche au début de la crise, avec la tâche de faire accepter les sacrifices aux travailleurs. Puis, quand les partis de gauche se seront discrédités, ils laisseront la place à la droite pour qu'elle impose la suite à la classe ouvrière, à une classe ouvrière démoralisée, désorganisée, dans l'impossibilité de se défendre, car ce n'est pas quand on est chômeur que l'on peut faire grève.

Mais par contre, quand on est chômeur, ou quand on est travailleur et que l'on ne gagne pas de quoi vivre, on peut quand même tout casser.

Et cela, les dirigeants des partis de gauche, les dirigeants des organisations syndicales, les dirigeants de la bourgeoisie feraient bien de s'en souvenir.

La classe ouvrière est démoralisée aujourd'hui. Peut-être ! La bourgeoisie en profite, c'est vrai !

Mais c'est aussi comme cela que les classes dirigeantes préparent à leur façon les révolutions.

Arlette LAGUILLER

Jeux de cirque autour de la presse

Depuis que le gouvernement a décidé de proposer un nouveau texte de loi sur le statut de la presse écrite, la droite s'agite dans tous les sens et multiplie les interventions parlées et écrites.

A l'entendre, le pouvoir serait en train de l'étrangler et c'est tout juste si la dictature n'est pas à nos portes. *Le Figaro*, toujours à la pointe des combats d'arrière-garde, multiplie sur quatre colonnes à la Une les articles incendiaires. Il donne la parole à tous ceux qui s'en prennent au projet de loi gouvernemental.

C'est le 15 décembre que le débat sur le statut de la presse viendra en discussion a l'Assemblée nationale et la droite commencera par proposer une motion de censure. Et comme, en principe, la session parlementaire devrait se terminer le 21 décembre, elle a aussi l'intention de tout faire pour reporter le débat. La Commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a procédé à des auditions des patrons de presse et autres personnalités afin de connaître leur position par rapport au projet gouvernemental. Même chose au Sénat, où une commission spéciale a procédé aussi à une audition de la Fédération nationale de la presse française.

Comme on le voit, tout le petit monde politique s'agite beaucoup sur ce projet de loi qui n'est pourtant pas grand-chose (même si Hersant le dit « liberticide » ! Rien que cela !)

Car aussi bien à droite qu'à gauche, la polémique sur le projet de loi gouvernemental n'a rien d'un combat entre deux conceptions opposées. De la part du gouvernement, il ne s'agit même pas de tenter de mettre à bas le monopole en général ni celui d'Hersant en particulier. Hersant n'a jusqu'à présent jamais respecté les Ordonnances de 1944 sur la presse, ce n'est pas maintenant qu'il va se mettre à appliquer la loi. De toute façon, il lui suffirait, si ce statut était adopté, de nommer alors des hommes de paille à la tête de ses diverses et variées publications et le tour serait joué.

De plus, rien ne prouve même que le gouvernement ne va pas reculer devant cette levée de boucliers qui se dresse à droite. Il nous a tellement habitués déjà à ce genre de volte-face que cela n'aurait rien de surprenant.

Et puis, quand bien même il irait jusqu'au bout, ce n'est sûrement pas une telle loi qui pourrait mettre fin au monopole de l'argent !

En fait, tous, de gauche à droite, savent très bien qu'autour de la « bataille » de la presse, ce n'est pas ce monopole qui est en cause. Mais tout le monde trouve son compte à sa façon à cette pseudo-bataille. A la droite, elle permet d'alimenter les attaques contre la gauche. A la gauche, elle permet de faire semblant de lutter contre les puissances d'argent.

Si l'épouvantail Hersant n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Marchais et Jospin au jeu des frères ennemis

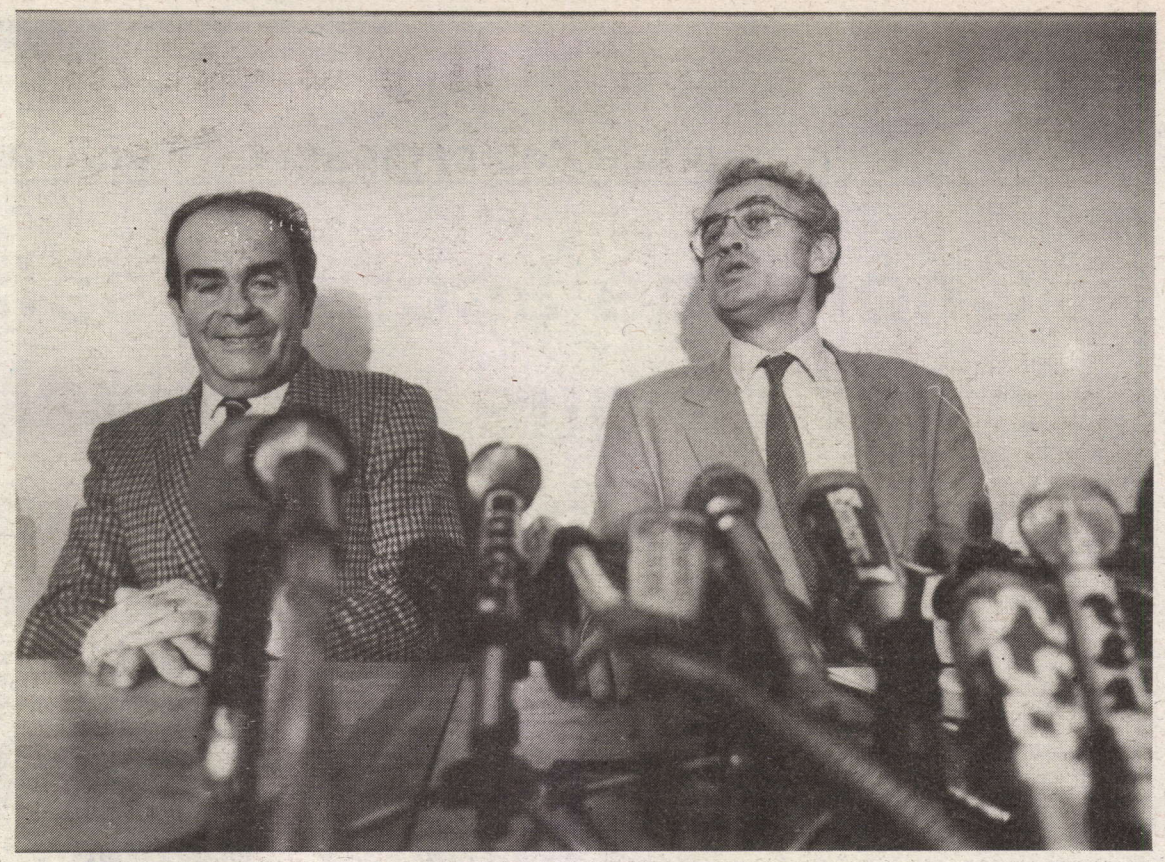
Au lendemain du sommet des deux partis de gauche, Georges Marchais et Lionel Jospin ont étalé leur satisfaction, allant jusqu'à se congratuler familièrement devant les caméras de la télévision. Lundi 5 décembre, sur FR3, Georges Marchais a même déclaré que la rencontre a donné « *pleine satisfaction aux communistes* », par de « *nouvelles avancées dans le domaine de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale* ».

Pour bien convaincre les militants qui pouvaient en douter, *L'Humanité* du 6 décembre est revenue sur la question, affirmant que, si cette « *avancée* » n'apparaissait pas clairement, la faute en était... à la télévision, « *anticommuniste* », qui avait prétendu que « *G. Marchais s'est couché* », que « *Lionel Jospin a parlé haut* » et que « *Marchais a avalé des couleuvres* ». Façon très malhonnête de rapporter l'information, s'insurgeait *L'Humanité !*

Mais voilà que Jospin, avec son tact habituel à l'égard du PCF, s'est mis à son tour à donner sa version de la rencontre. « *Le Parti Communiste, il faut à la fois le respecter et lui parler nettement* », a-t-il dit. Et il a ajouté, lors de l'émission « Face au public » de France-Inter, en s'en réjouissant, que le Parti Communiste est « *sérieux* » et qu'il « *n'a pas l'habitude de s'exprimer à la légère* ».

Autant de compliments dont Marchais se serait sans doute bien passé. Car si Jospin s'avère tout aussi « anticommuniste » que cette télévision que *L'Humanité* attaque, alors Marchais, en se congratulant avec Jospin, n'avale-t-il pas encore de sacrées couleuvres ?

Alors, Marchais a beau dire qu'il ne s'est pas aplati, des deux compères il y en a un qui tient un langage de maître et l'autre qui ne peut que se féliciter d'être d'accord avec lui.



Marchais-Jospin, c'est vraiment le grand amour ! (AFP)

Mermaz joue placé

Louis Mermaz, l'actuel président de l'Assemblée nationale, un des proches de Mitterrand, serait paraît-il pressenti comme futur « *Premier ministrable* ». En tout cas, il s'est bien gardé de démentir cette hypothèse à l'émission « L'heure de vérité » d'Antenne 2, lundi 5 décembre.

Il s'est aussi chargé de dissiper les illusions de ceux qui, croyant les romans de la presse de droite, verraient encore en lui un « pur », voire un « marxiste ». Selon lui, la formule « peuple de gauche » elle-même est encore trop « minorante » : il faut « rassembler », et surtout ne plus laisser planer l'idée que la gauche défend les travailleurs.

Le même Mermaz avait d'ailleurs déjà déclaré, au congrès de Bourg-en-Bresse du PS : « *Nous sommes pour le profit ; l'argent n'est pas une honte.* » Et il a tenu à faire remarquer au cours de l'émission tout l'intérêt qu'il y a pour le patronat à avoir la gauche au pouvoir : « *La France est plutôt calme*, a-t-il dit. *Il y a infiniment moins de grèves aujourd'hui qu'il y en avait en 1981. Pourquoi ? Parce que les ouvriers, même s'ils n'ont pas tout le temps satisfaction, même s'ils voudraient que ça change plus vite, se disent : s'ils ne font pas mieux, c'est peut-être parce qu'ils ne peuvent pas faire mieux* ».

Eh oui, le fait que les partis de gauche soient au gouvernement, le fait que les organisations syndicales les soutiennent, se traduit jusqu'à présent par une relative paix sociale, parce que les travailleurs, démoralisés, déçus, trompés par des dirigeants à la Mermaz, hésitent à revendiquer. Et Mermaz se dépêche de faire valoir au patronat ce beau résultat. Pendant qu'il en est temps...

Mermaz n'est pas en retard pour la place de Premier ministre. Il a déjà le langage, en tout cas.(AFP)

Car au fait, si, comme Mermaz se charge de le faire, toute ambiguïté est dissipée sur le prétendu rôle de défense des travailleurs que jouerait cette gauche gouvernementale, qu'est-ce qui empêchera encore les travailleurs de revendiquer, en se moquant bien des discours trompeurs des gouvernants ? Et qu'est-ce qu'il restera alors à Mermaz à faire valoir, s'il succède à son ami Mauroy au poste de Premier ministre ?

Bérégovoy et la famille : ça ne fait pas cher du bébé

Les Français ne font plus assez de bébés...

Ayant fort logiquement constaté que la raison probable en est que les enfants, ça coûte cher, le ministre Bérégovoy a donc annoncé une refonte des prestations, qui devrait selon lui inciter les couples à procréer davantage. La grande nouveauté consisterait à proposer, à partir du troisième enfant, un congé parental d'une durée d'un an et rémunéré à 1 000 F par mois. Dans certaines grandes entreprises et administrations, le congé parental est déjà reconnu comme un droit, mais il n'est pas rémunéré. 1 000 F par mois, c'est évidemment mieux, mais c'est tout de même pas cher.

Mais l'autre nouveauté n'est, elle, guère intéressante : les allocations pré- et postnatales seraient remplacées par une seule prestation « jeune enfant ». Or un petit calcul nous a permis de remarquer que cette nouvelle prestation se traduirait par... une diminution de 304 F de la somme versée actuellement par les Allocations familiales.

Alors, je donne d'un côté et je reprends de l'autre, ni vu ni connu... La politique familiale du gouvernement ressemble étrangement à un tour de prestidigitation.

Jusqu'à présent, pour une famille d'un enfant, les Allocations familiales donnaient 2 728,75 F d'allocations prénatales et 3 579,20 F d'allocations postnatales, (soit 6 307,95 F en tout), puis 612 F par mois de complément familial, si les ressources ne dépassent pas le plafond exigé.

Avec la nouvelle prestation « jeune enfant », la famille percevra 667 F pendant les six derniers mois de grossesse et pendant les trois mois suivant la naissance (soit 6 003 F en tout), puis le complément familial selon les ressources.

La différence est de 304 F au détriment de la famille...

ON PEUT SE DEPECHER DE PRENDRE SA RETRAITE MAIS IL NE FAUT PAS ÊTRE PRESSE POUR LA TOUCHER

Depuis le 1er avril 1983, beaucoup de salariés demandent leur retraite à 60 ans. La mesure, qui avait été connue à l'avance, n'aurait pas dû prendre la Sécurité sociale au dépourvu. Pourtant, il semble bien que ce soit le cas à la Caisse Vieillesse de Paris, rue de Flandre.

Aujourd'hui le retard est tel que les personnes âgées doivent attendre leur pension pendant un minimum de trois mois. La direction de la Caisse a pris des mesures « *pour accélérer les procédures* », dit-elle. En clair, pour aller plus vite, on ne prend plus en considération les pièces manquant au dossier, les informations qui permettraient aux assurés de toucher l'intégralité de la retraite à laquelle ils ont droit.

Voici deux exemples récents. Pour les futurs retraités dont la retraite est liquidée à 50 % (parce qu'ils ont leurs 37,5 années de cotisation, ou parce qu'ils sont inaptes ou invalides), la Caisse ne procède plus à la reconstitution de carrière et ne prend pas en compte les dix meilleures années de rémunération pour le calcul de la retraite. Si des pièces manquent au dossier, les rappels ne sont pas effectués.

Ainsi, on fait coup double : on « accélère » le versement des retraites, et puis on « l'allège » au passage.

Ce type de ponction ne semble d'ailleurs pas accidentel si l'on examine les dispositions qui émanent du ministère. Ainsi de nombreux invalides voient dorénavant leurs ressources baisser à 60 ans. Avant le 1er avril, on comparait le montant de la pension d'invalidité et celui de la retraite, et on gardait la plus élevée. Maintenant, à 60 ans, la pension invalidité est systématiquement remplacée par la retraite, même si celle-ci est moins élevée. Et comme la pension d'invalidité est versée jusqu'à 60 ans et trois mois, la Caisse Vieillesse peut estimer qu'il y a trop-perçu pendant ces trois mois et chercher à récupérer les quelques centaines de francs de différence.

Correspondant LO

Il y a moins loin des Minguettes à l'Elysée que de l'Elysée aux Minguettes

Toute la presse, la radio, la télévision ont parlé ou nous ont montré les jeunes des Minguettes qui, partis à quelques dizaines de Marseille pour leur marche contre le racisme, sont arrivés à quelques dizaines de milliers à la Bastille.

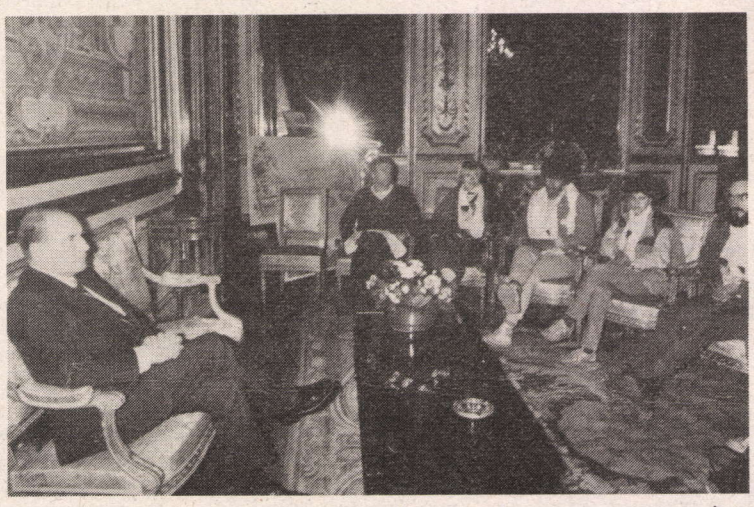
Eh bien oui, ces jeunes ont réussi à faire bouger les partis de gauche et les syndicats sur cette question du racisme et du chauvinisme. Ces partis de gauche et ces syndicats qui n'ont pas osé prendre l'initiative d'une telle manifestation, ils se sont décidés, au moins à l'arrivée, à ne pas être en reste. Même les ministres, même Mitterrand, ont tenu les uns à être là, et l'autre à servir de poteau d'arrivée. Comme quoi, pour faire bouger la gauche, il faut d'abord bouger soi-même.

La conclusion est peut-être que si les travailleurs, immigrés ou non, veulent que les partis de gauche et les syndicats bougent demain sur les problèmes qui concernent tous les travailleurs, la vie chère, le chômage, les salaires, il faudra que eux, les intéressés, les travailleurs, se mettent en route les premiers.

Mais ces jeunes des Minguettes ont cru que, pour être efficace, leur marche devait rejeter la politique.

La politique, ils l'ont refusée dès le début, car ils voulaient placer leur marche dans le seul domaine des sentiments. La politique, ils l'ont écartée tout le long de leur route. Mais ils l'ont retrouvée à l'arrivée. Les partis de gauche se sont ralliés à eux et, finalement, les ont attendus à la Bastille et à l'Elysée. Quant aux partis de droite, certains ont pris l'air gêné, surtout d'en avoir laissé le profit à la gauche.

Les marcheurs en tête du cortège place de la Bastille *(AFP)*



Mitterrand a reçu une délégation des marcheurs, un geste qui ne peut faire oublier que son gouvernement favorise les tracasseries contre les immigrés. *(AFP)*

Et le gouvernement, qui semble ainsi à bon compte faire quelque chose contre le racisme, saura bien se servir de toutes les armes de la politique, même celles qui contribuent à flatter les préjugés racistes, quand il sera vital pour lui de diviser les travailleurs. Il l'a déjà fait —et il le fait encore d'ailleurs— en opposant par exemple ceux qu'il appelle les bons travailleurs immigrés, ceux qui sont en règle, à ceux qui seraient les mauvais, les travailleurs clandestins.

Oui, les jeunes des Minguettes ont eu beau rejeter la politique et les syndicats, les problèmes politiques et sociaux les attendaient au tournant.

Il n'y a pas de problème des immigrés, de problème du racisme, complètement indépendants des autres problèmes de la classe ouvrière de ce pays.

Il y a le problème de la bourgeoisie qui a besoin d'exploiter les travailleurs, tous les travailleurs, au maximum, surtout dans cette période de crise, et qui a tout intérêt à ce que les travailleurs soient divisés.

Et il y a le problème des travailleurs qui ne peuvent résister à ces attaques, à cette exploitation, qu'en restant unis et en ne croyant pas qu'ils se sauveront tout seuls et que les attaques contre les autres catégories de travailleurs peuvent les protéger, eux, des mauvais coups.

Les jeunes des Minguettes ne veulent pas poser le problème dans ces termes-là. Mais c'est cependant dans ces termes-là que se pose le problème.

Et c'est bien pourquoi leur marche ne changera rien au fait que la droite et l'extrême-droite, et même la gauche, chercheront à utiliser le racisme, si la classe ouvrière ne prend pas l'offensive pour empêcher que la bourgeoisie appauvrisse toute la classe ouvrière, immigrée ou non.

Elle n'empêchera pas que la bourgeoisie cherchera à amener les travailleurs à se battre entre eux.

Pendant ce temps, les bourgeois qui ont de l'argent à gaspiller parce qu'il ne veulent pas l'investir, passeront leur temps dans les restaurants de luxe qui n'ont jamais été aussi pleins, parait-il, ou l'hiver au soleil des Bahamas ou de Tahiti.

(Editorial des bulletins d'entreprises)

Un antiracisme bien calculé

A la délégation des marcheurs qu'il a reçue à l'issue de la manifestation de la Bastille, Mitterrand a annoncé que la carte de séjour de 10 ans serait progressivement étendue à l'ensemble des immigrés qui sont considérés en situation régulière. Par ailleurs, il a précisé que les violences racistes allaient devenir des infractions pénales spécifiques. Quant aux organisations anti-racistes, elles auront la possibilité de se porter partie civile. Enfin, en ce qui concerne le droit de vote des immigrés, Mitterrand a juste fait une petite allusion comme quoi il ne l'avait « pas oublié ».

Ces mesures en soi ne sont pas négatives, et c'est tant mieux. Mais que des immigrés et les organisations qui les représentent ou les défendent puissent bénéficier de ces possibilités juridiques nouvelles n'empêche pas que, parallèlement, le gouvernement continue de favoriser les tracasseries contre les immigrés et de semer à sa façon le racisme, en encourageant la chasse aux clandestins.

Oh, bien sûr, il fait comme s'il y avait des bons immigrés, qu'il faut protéger, et de mauvais immigrés, qu'il faut expulser. Il voudrait sans doute même les dresser les uns contre les autres. Mais quand la police fait des contrôles, c'est à tous les immigrés qu'elle s'en prend. Et les racistes qui s'en prennent aux immigrés ne font pas de différence non plus. Le jeune Algérien qui a été jeté du train par quatre candidats légionnaires était parfaitement « en règle ». De même que la quarantaine de jeunes dont les portraits étaient arborés par les marcheurs contre le racisme, pour rappeler combien sont ceux qui, depuis deux ans, ont été blessés ou tués.

En fait, ce Mitterrand qui a fait des sourires hypocrites aux jeunes immigrés de la « marche anti-raciste », à leur arrivée à Paris, est à la tête d'un gouvernement qui s'en prend, à travers une catégorie d'immigrés, à tous les immigrés, et finalement à toute la classe ouvrière, pour tenter de la diviser. Et il porte, à ce titre, la première responsabilité si le racisme se développe.

Descente de police dans les foyers d'immigrés

Le mardi 22 novembre, de 5h30 du matin jusqu'à 10h30, la police a investi le foyer ADEF de travailleurs immigrés de Mantes-Buchelay, dans les Yvelines. Les 508 chambres ont été fouillées. Tous les résidents ont été contrôlés. Toutes les entrées et toutes les sorties ont été bloquées, ainsi que chaque couloir du foyer. La police a embarqué 72 personnes pour vérification. Elle a ensuite relâché tout le monde, sauf six personnes qui, semble-t-il, sont restées au dépôt quelques jours.

Aussitôt, le bruit a couru à Mantes —et c'est ce que reprenait le maire socialiste— que la police était intervenue suite à une altercation entre résidents. Or, on apprenait ensuite, par une déclaration d'un responsable des foyers ADEF, qu'il s'était passé la même intervention policière dans 50 foyers.

Ainsi, la police a fait une descente dans un foyer Sonacotra, le lundi 5 décembre, à Villiers-sur-Marne. Le journal *Libération* qui rapporte les faits écrit : « *Après des menaces, des coups, des injures, des fouilles corporelles et des chambres, une vingtaine de personnes sont embarquées. Parmi elles une jeune femme marocaine, mariée depuis plus d'un an avec un résident. Passeport en règle, billet de retour en poche, elle était venue rendre visite à son mari. C'était son premier voyage en France:* « on s'en fout », *ont répliqué les forces de l'ordre, qui lui ont confisqué son passeport et lui on fait faire sa valise*». Des responsables Sonacotra justifiaient l'intervention policière en disant : « *Il y a des résidents qui ne sont pas locataires. C'est dangereux pour la sécurité. Alors on a fait appel à la police.* »

Pourquoi, ces interventions policières ? Les policiers, on s'en doute, n'ont pas donné les motifs de leurs perquisitions. Mais il est clair que c'est là une des conséquences de la décision gouvernementale d'intensifier la chasse aux immigrés « clandestins ». La police ne fait qu'appliquer.

Au moment où le gouvernement se dédouanait en allant soutenir la marche anti-raciste, voire en recevant les marcheurs à l'Elysée, les interventions policières dans les foyers Sonacotra ou ADEF donnent une autre image de la politique réelle du gouvernement à l'égard des travailleurs immigrés.

Des licenciements par dizaines de milliers annoncés par les patrons...

● Tous les économistes, tous les instituts de prévision prévoient une hausse importante du chômage pour les deux années à venir. Le gouvernement lui-même est obligé d'en convenir. Ayant épuisé tous les artifices qui lui ont permis de maintenir le nombre de chômeurs « officiels » à deux millions, ses statistiques ne pourront sans doute plus le masquer...

Pour de nombreux travailleurs, dans de grandes entreprises comme dans des petites, partout dans le pays, cela se traduit par des licenciements immédiats ou prévus.

En deux semaines, à la seule lecture du *Monde* et des *Echos*, il est possible de relever l'annonce de licenciements dans pas moins d'une trentaine d'entreprises. Ils sont certes d'ampleur très inégale, allant de plusieurs milliers à quelques dizaines, mais de toute façon c'est seulement une liste partielle.

Il y a les annonces de licenciements massifs dont toute la presse s'est fait l'écho : 8.000 dans les Charbonnages en 1984 (sur 57.000 salariés), 4.000 annoncés dans le groupe Creusot-Loire (7.000 seraient en fait envisagés, selon des syndicalistes cités par *Les Echos*). Des licenciements sont envisagés mais non encore chiffrés officiellement dans l'ensemble des chantiers navals (*Les Echos* du 5 décembre citent le maire-adjoint de Malo-les-Bains, ancien patron des chantiers navals France-Dunkerque, qui parle de « *la moitié des emplois en trop* » à la CNM qui emploie 12.000 personnes). 2905 licenciements chez Talbot (les syndicats ont annoncé que les pouvoirs publics s'apprêtaient à annoncer leur accord), enfin 5000 ou 6000 chez Boussac (*Les Echos* du 5/12).

D'autres grandes vagues de licenciements sont évoquées, mais d'une façon encore imprécise, dans la sidérurgie, *le Monde* du 7 décembre écrivant que le nouveau plan envisagé va « *supprimer plus d'emplois que prévu* » et citant « *le gouvernement* » ainsi : « *Les mesures d'âge ne permettent plus à elles seules de faire face au problème posé* ».

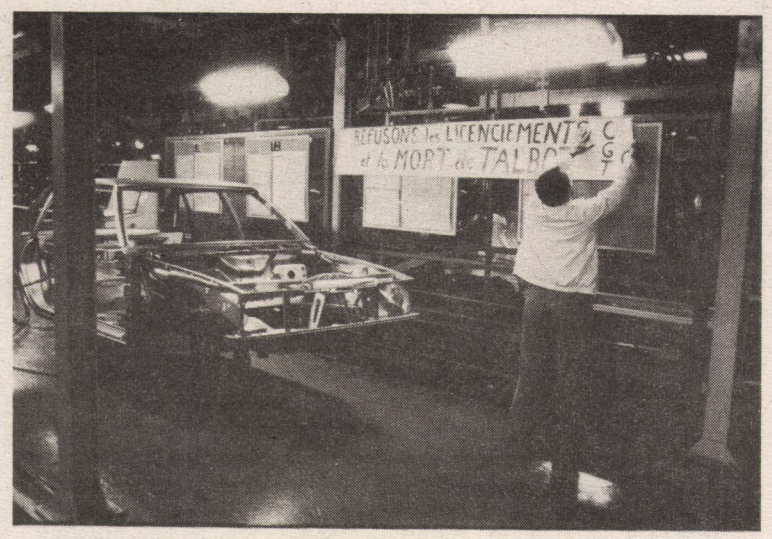
Les Echos du 29 novembre intitulent « *Gérer la baisse des effectifs* » un article consacré aux recommandations pour le IX[e] plan du « groupe de stratégie industrielle » portant sur les matériels de transport terrestre (ce secteur comprend l'automobile, les véhicules industriels et l'industrie ferroviaire). *Les Echos* écrivent qu'« *il y a encore 2.000 à 3.000 emplois de trop dans l'industrie ferroviaire* ». Le P-DG Marcel Delport, qui préside ce « groupe de stratégie industrielle », déclare : « *Il faudra s'habituer à gérer la baisse inéluctable des effectifs* ».

Un certain nombre d'entreprises ont annoncé plusieurs centaines de licenciements : 1022 pour Pont-à-Mousson, 722 en deux ans pour BSN, 595 pour Massey-Fergusson, 339 chez Manufo, 260 chez les Tissus de Laine des Vosges, 168 à la Lainière de Roubaix (ces trois dernières entreprises sont dans le textile), 265 chez Sarma (aéronautique), 167 chez Cominor (machines agricoles), 440 chez Poclain, 195 chez Cabetel (une filiale de Thomson), une grande partie des 698 travailleurs de l'Imprimerie Montsouris.

Un grand nombre d'entreprises annoncent des licenciements de quelques dizaines de salariés. C'est le cas d'un groupe comme Rhône-Poulenc qui licencie 31 personnes à Besançon, d'entreprises importantes comme Foto Quelle (50 licenciements), Sony (30 licenciements au siège). Des petites entreprises, elles, ferment leurs portes.

Ainsi, en deux semaines, ce sont des dizaines de milliers de travailleurs qui se sont vu annoncer qu'ils seront bientôt jetés à la rue.

Philippe NATIER



Les patrons licencient pour assurer leurs profits. Licencions les licencieurs. (AFP)

Marchés publics

Des gros sous pour petits et gros

Du béret du sergent de l'armée à la centrale nucléaire d'EDF, en passant par la seringue des hôpitaux, les marchés publics sont multiples et représentent une manne substantielle : 300 milliards de chiffre d'affaires, soit 10 % du PIB français (chiffre cité par Les Echos*).*

Ce même journal cite la Fédération nationale des fabricants de fournitures administratives, civiles et militaires, qui rassemble 90 entreprises et fut fondée en 1871 par un certain Godillot (qui équipa évidemment l'armée française), fédération dont le chiffre d'affaires est de 1,8 milliard. Ainsi 46 000 entreprises passent des marchés publics, et seulement 1500 d'entre elles assurent 60 % des marchés. En fait cette fédération apparaît comme un gagne-petit, quand on sait qu'EDF à elle seule souscrit 65 milliards de marchés et la Défense nationale 46 milliards. Les PTT viennent ensuite, avec 27 milliards. Les Dassault, Thomson, CGE... sont les mieux servis, ainsi que les grosses sociétés de bâtiment, car ce secteur représente à lui seul 68 milliards de francs.

Il est vrai que tout ce monde-là se plaint que les marchés sont durs à décrocher et les marges bénéficiaires réduites. Que cela soit vrai ou faux, il est sûr qu'ils ont intérêt à se plaindre... pour négocier au mieux les prochaines commandes. Avec les temps qui courent, les fournisseurs de casques de CRS et d'uniformes pour les militaires sont sûrs que la demande ne va pas se tarir.

S.L.

...et des milliards d'aides aux patrons annoncés par le gouvernement

En cette fin d'année, il n'y a pas que le nombre de licenciements qui augmente.

Selon le ministère des Finances, 52 milliards auront été consacrés en 1983 par le gouvernement au financement des entreprises, au lieu des 45 milliards prévus initialement. Dans le gouvernement socialiste, on semble moins strict sur les prévisions en ce qui concerne les cadeaux au patronat qu'en ce qui concerne les salaires...

Ces aides au financement des entreprises se font toutes aux meilleures conditions. La moitié sont des prêts bonifiés, c'est-à-dire à des taux plus bas que les taux normaux.

Evidemment, la justification avancée pour ces largesses est la lutte contre le chômage. Mais, comme le nombre élevé de licenciements qui ont eu lieu cette année ou qui sont annoncés le prouve, toucher de l'argent n'empêche pas les patrons de licencier. Au contraire même car, quand avec cet argent ils « restructurent », c'est pour licencier. Et la plupart du temps sans doute ils se contentent de spéculer avec.

Ces 52 milliards sont loin de représenter toute l'aide de l'Etat aux patrons. Il faut y ajouter toutes les subventions directes, les aides à l'exportation, à l'innovation, à la recherche, et à bien d'autres choses, les commandes d'Etat, etc. Mais ces 52 milliards à eux seuls représentent un salaire de 6.000 F par mois (plus les charges) pour plus de 430.000 personnes pendant un an...

Philippe NATIER

Assouplissement de la loi Quillot

Des cadeaux aux propriétaires

A en croire les représentants des propriétaires, la loi Quillot devait les mettre sur la paille. Le principal motif de leur colère est que cette loi leur interdit d'augmenter les loyers à leur guise.

Il y avait cependant une disposition qui autorisait le propriétaire d'un logement vacant depuis dix-huit mois à fixer, passé ce délai, un nouveau loyer plus élevé. Disposition dont se sont largement servis les propriétaires « institutionnels » (compagnies d'assurances, Caisse de Dépôts, etc.) pour geler un temps des logements vacants, contribuer ainsi à accroître dans les grandes villes la pénurie de logements libres... et alimenter la spéculation.

Car il ne fait pas bon chercher à se loger aujourd'hui. A Paris, où le prix des loyers pulvérise tous les records, on propose actuellement 20 m² à 1400 F par mois si c'est un taudis et à 2000 F s'il y a le confort, sans compter les dépôts de garantie qui représentent deux, trois, voire quatre mois de loyer ! Tout cela est contraire à la loi mais, quand il faut se loger et qu'il n'y a pas d'autre choix, il faut bien en passer par là.

Maintenant que les loyers ont atteint dans les faits des sommets inespérés pour les spéculateurs, le gouvernement vient de supprimer la clause des dix-huit mois pour procéder à une hausse de loyer.

Dorénavant, quand il y a changement de locataire, le propriétaire peut exiger un nouveau loyer plus au niveau des prix du marché, à la seule condition de pouvoir justifier que trois autres logements similaires sont loués au même prix... ce qui devrait favoriser tout particulièrement les gros propriétaires qui possèdent un ou plusieurs immeubles et sont plus à même de pratiquer les prix qu'ils veulent.

De même, le propriétaire pourra augmenter le loyer s'il procède à des travaux pour l'amélioration du logement. A se demander si, quand il fera la grâce de réparer la gouttière qui fuit, il n'en profitera pas pour réviser le loyer.

A supposer que la loi Quillot ait jamais égratigné les propriétaires de biens immobiliers, le bobo est maintenant passé. Devant les vociférations de ces messieurs, le gouvernement a cédé. Et les seuls qui se retrouvent sur la paille pour de bon, ce sont les locataires...

Bertrand GORDES

Les exportateurs à la noce

Lors des journées *Initiatives 1983 pour le commerce extérieur* qui regroupaient un millier de chefs d'entreprises, Mitterrand est allé lui-même affirmer que le gouvernement était très préoccupé de la question. Pour lui le problème du déficit de la balance commerciale est un problème vital, il y est revenu à plusieurs reprises affirmant devant le parterre de chefs d'entreprises : « *La France plus que jamais a besoin de vos propres victoires* ».

Mais comme les victoires ne s'obtiennent pas les mains dans les poches, ce fut Edith Cresson qui développa les diverses mesures prévues par le gouvernement visant à favoriser les sociétés d'exportation petites et moyennes.

Ces mesures qui semblent bien en annoncer d'autres visent bien sûr à permettre à ces sociétés de réaliser de meilleures affaires. D'une part il est prévu que l'Etat prenne à sa charge tout un programme de formation dans les écoles, il est aussi prévu une simplification des procédures de TVA et « *une plus grande flexibilité en matière d'emploi, en accord avec les principales organisations syndicales* ». Autrement dit, les sociétés exportatrices pourront avoir recours plus facilement à une main d'œuvre temporaire en fonction du travail à assurer.

Le gouvernement a aussi prévu toute une série d'autres mesures permettant une bien plus grande liberté aux entreprises. Celles dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 350 millions de francs ne seront plus obligées de payer leurs investissements à l'étranger en devises. Plus besoin non plus d'autorisation pour investir à l'étranger jusqu'à deux millions de francs au lieu de un auparavant. Les exportateurs pourront payer jusqu'à 150 000 F en chèques contre 50 000 F auparavant, et selon le journal *Les Echos*, il y a eu des applaudissements dans la salle à l'annonce de cette mesure. Après l'annonce d'autres avantages Edith Cresson a rappelé que le gouvernement avait mis en place depuis le mois de juin dernier un système qui donnait la possibilité d'avances en devises pour les PME.

Pour les patrons qui n'en n'ont jamais assez, elles sont encore jugées insuffisantes. Mais toutes ces nouvelles dispositions sont autant de garanties pour les sociétés concernées de réaliser leurs affaires dans de meilleures conditions, c'est-à-dire avec moins de tracasseries, moins de contrôles et plus de subventions de la part de l'Etat, ce qu'elles réclament à cor et à cri depuis des mois.

Le droit d'expression... des patrons ?

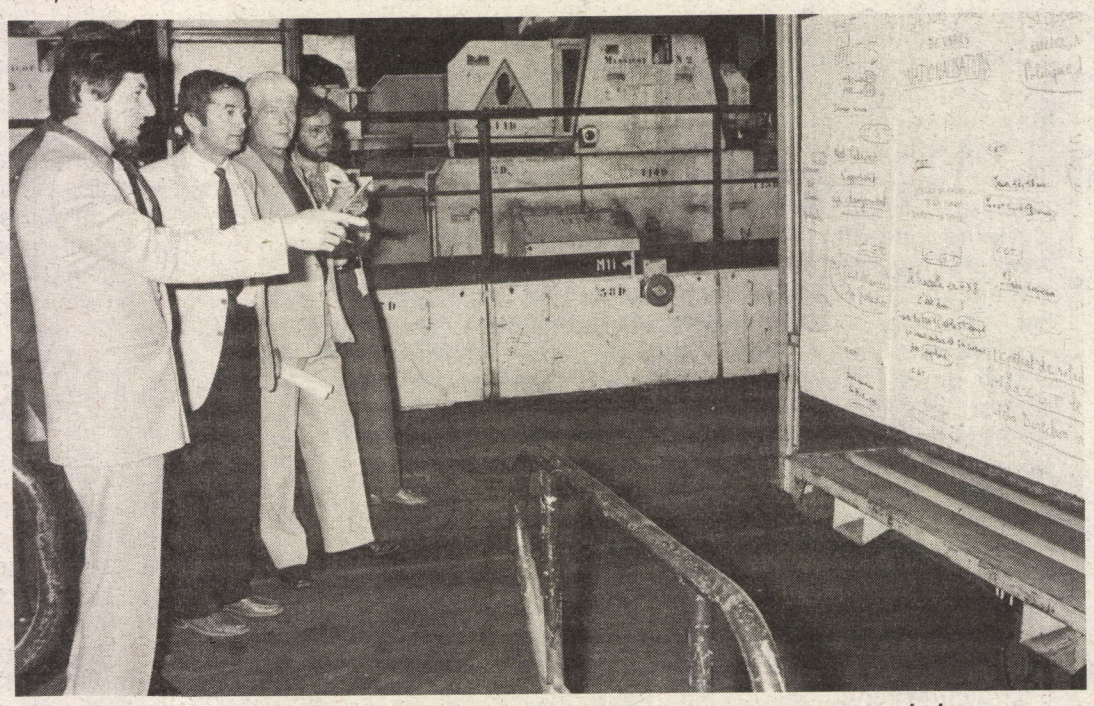
Les lois Auroux instituant des « *groupes d'expression* » des salariés dans les entreprises avaient été en leur temps qualifiées de dangereuses par le patronat, qui y avait vu rien moins que l'instauration des « *soviets* » dans ses entreprises.

Où en est-on aujourd'hui de cette « *expression des salariés* » ? *La Vie Ouvrière*, hebdomadaire de la CGT, insiste auprès de ses militants pour qu'ils mettent en pratique ces lois Auroux. Elle a même trouvé un slogan à propos de ces droits nouveaux : « *Ils s'usent si on ne s'en sert pas* ». Dans une interview de juin 1983, Henri Krasucki invitait les militants à aller dans ces groupes d'expression, selon lui lieux « *de dialogue entre les personnes et de coopération entre le personnel d'encadrement et d'exécution* ».

On est pourtant encore loin de la généralisation de ces « *groupes d'expression* ». Ainsi, à l'heure actuelle les derniers chiffres du ministère des Affaires sociales font état de 2 409 accords concernant 2 millions de salariés.

Quant au patronat, il semble décidément revenu de sa frayeur quant à la « soviétisation » des entreprises. C'est ainsi que le CNPF vient d'organiser une journée d'études « *pour une participation active dans l'entreprise* ». Il s'agit paraît-il de « *promouvoir un dialogue permanent* », lequel dialogue passera essentiellement par l'encadrement. Selon Yvon Chotard, le vice-président du CNPF, justement « *le processus de l'expression repose sur l'encadrement* ». Et, a-t-il ajouté : « *Nous devons amplifier le mouvement lancé en disant que l'expression des salariés c'est beaucoup plus que la loi du 4 août 1982* » !

Mais un « dialogue » essentiellement promu « par l'encadrement », ça a tout du dialogue à sens unique. Pas étonnant alors que le patronat se mette à aimer ça, et soit encore plus pour le « dialogue » que les « lois Auroux » elles-mêmes. Il ne faudrait tout de même pas qu'il en fasse trop. Sinon, on verra comme le nez au milieu de la figure que les fameux « *droits nouveaux des travailleurs* » ne sont que du pipeau.



Auroux visitant l'usine Isover-St-Gobain : beaucoup de mots... pour pas grand chose.

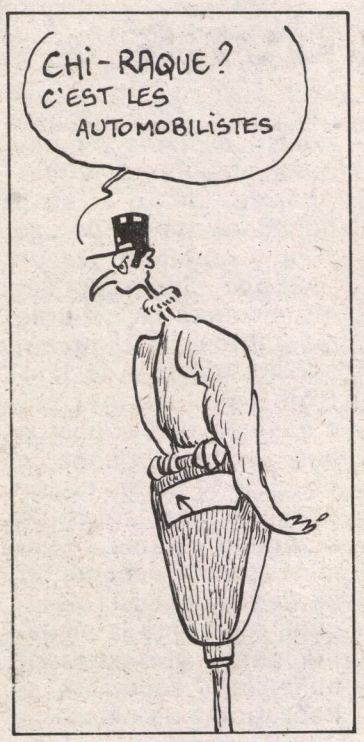
Ça sert à rien... ça coûte cher... et ça ne rapporte même pas

Les parcmètres parisiens sont en déficit, selon Alain Juppé, adjoint de Chirac. 22 500 parcmètres qui absorbent quotidiennement leur ration de pièces de un franc (dans les quartiers chics, un parcmètre se fait jusqu'à 40 F par jour, ce qui n'est pas mal payé pour le travail qu'il fournit) ça fait quand même beaucoup !

Las ! il faut aussi payer les « pervenches » : elles sont 1 500 à distribuer des papillons aux voitures qui ne respectent pas les parcmètres. Il faut aussi payer ceux qui collectent la monnaie, et puis les sociétés qui fabriquent des parcmètres et qui en réparent (la moitié de ces instruments sont à remettre en état chaque année). Quand on a payé tous ces gens-là, il reste paraît-il un déficit de plusieurs millions.

N'importe quel individu doué d'un peu de bon sens aurait tôt fait de déclarer que ce système est absurde. Mais on peut parier qu'à l'Hôtel de Ville, ça va plutôt cogiter sur la possibilité d'augmenter le tarif des dix minutes de stationnement.

Bertrand GORDES



Une baisse au rabais

Alors qu'une baisse de l'essence était prévue pour le mois de décembre, le gouvernement a finalement décidé de laisser le super à son prix et de baisser l'ordinaire de 2 centimes.

On sait que le prix de l'essence est indexé sur celui du dollar et fluctue chaque mois en fonction du cours du billet vert. Mais ce mois-ci, le gouvernement a d'autorité modifié le taux du dollar retenu pour le calcul du prix de l'essence.

De toute façon, le prix du super n'aurait évidemment pas tardé à remonter, vu la nouvelle hausse que connaît le dollar ces temps-ci. Alors le gouvernement a préféré ne pas diminuer le prix... pour avoir moins à le réaugmenter après.

Quant aux consommateurs, ils n'échapperont pas à la prochaine hausse ; mais ils ont d'ores et déjà échappé à une baisse. Ouf !

C'est les noisettes qui manquent

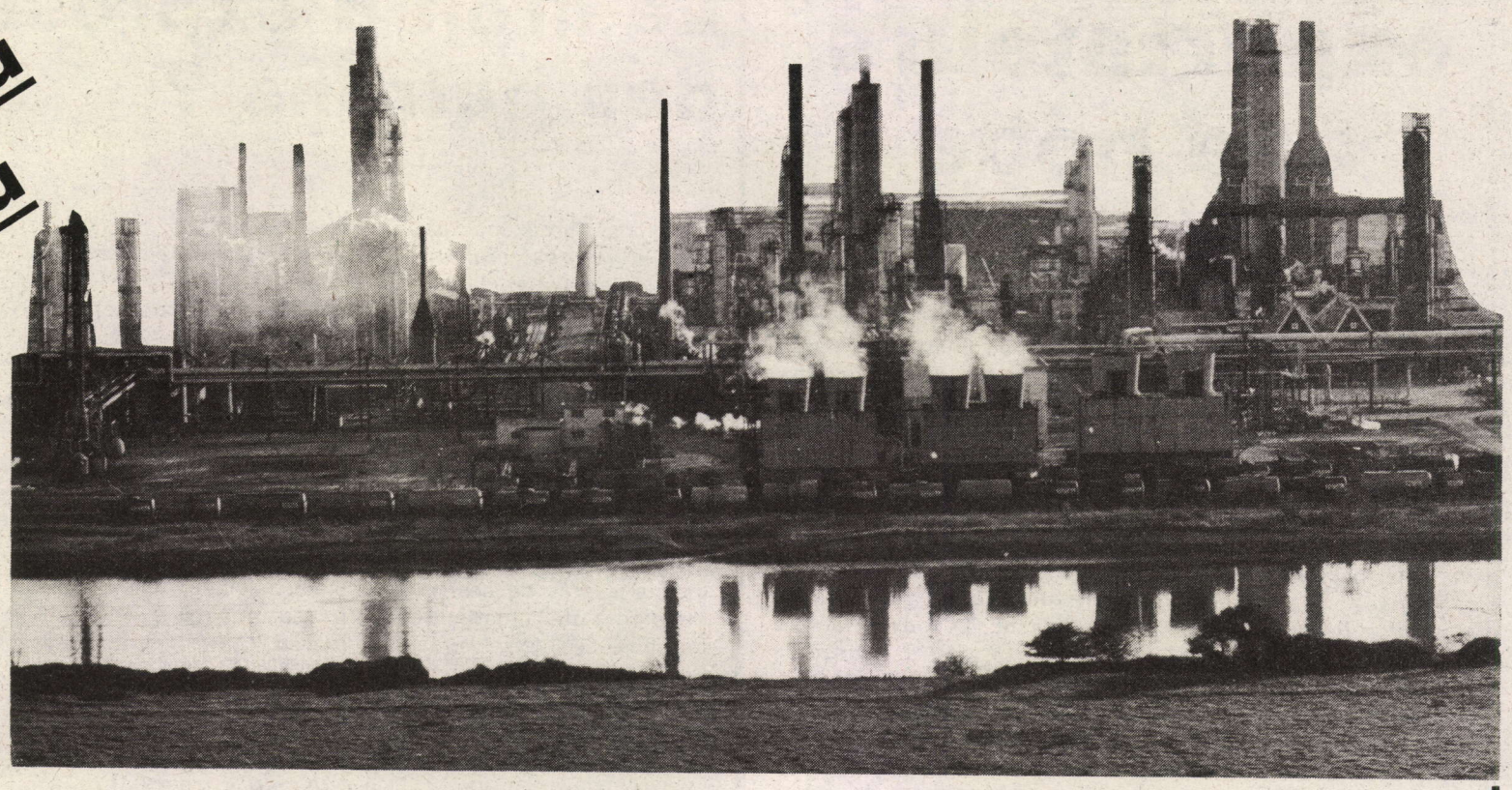
L'Ecureuil voit ses livrets boudés, car les CODEVI, les nouveaux livrets d'épargne industrielle, lui prennent des épargnants. Les Caisses d'Epargne tirent donc la sonnette d'alarme, expliquant qu'elles vont avoir moins d'argent pour financer les prêts au logement social et aux collectivités.

Il n'y a certes rien de bien étonnant à ce que les CODEVI destinés à draîner l'argent des petits épargnants vers les industriels fassent concurrence aux livrets A et B. Surtout dans cette période où les revenus — et donc les possibilités d'épargne — des petites gens ont tendance à diminuer.

En attendant le gouvernement et Fabius disent tant pis si les CODEVI sont en train de déshabiller les collectivités locales et les aides au logement, l'essentiel n'est-il pas pour eux que les industriels voient arriver vers leurs poches un peu plus d'argent ?

Un nouveau fléau

Les pluies acides



Depuis quelques années, les spécialistes de l'environnement, les services forestiers et les chercheurs agronomiques de toute l'Europe et d'Amérique du Nord se préoccupent d'un nouveau fléau : les « pluies acides ». Celles-ci font sentir leurs effets corrosifs sur les bâtiments, dont la dégradation s'accélère, et entraînent aussi dans un certain nombre de pays un dépérissement rapide des forêts.

Le nom de « pluies acides » indique bien de quoi il s'agit : au lieu qu'il pleuve de l'eau pure, voilà qu'on assiste à des pluies d'eau acidifiée, comme si une certaine quantité d'acide sulfurique ou nitrique y avait été mélangée. Le mécanisme de ce phénomène est encore discuté. Mais il semble en tout cas évident qu'il est lié à la pollution atmosphérique. Dans les régions industrielles, d'importantes quantités d'anhydride sulfureux et d'oxydes d'azote sont rejetées dans l'atmosphère... et reviennent sur terre dissoutes dans l'eau de pluie, ce qui fait de celle-ci une solution acide parfois fortement concentrée.

Ainsi, si l'on mesure en pH l'acidité, on a relevé en 1980 à Los Angeles aux USA des pluies de pH = 3, c'est-à-dire presque aussi acides que du vinaigre ou du jus de citron, dont le pH est de l'ordre de 2,5 (l'échelle des pH est telle qu'un pH plus petit indique une acidité plus grande, le pH de l'acide chlorhydrique pur étant par exemple pH = 0). Le record absolu appartient jusqu'à présent à une pluie tombée à Weeling en Virginie en 1979, et dont le pH de 1,5 situait son acidité à mi-chemin entre celle du jus de citron et celle de l'électolyte d'une batterie d'automobile ! Sans aller jusque-là, les pluies tombant sur des pays comme la Grande-Bretagne ou le Danemark atteignent couramment un pH de 4. La France étant plus favorisée par les vents dominants, le pH des pluies y reste de l'ordre de 5,5, valeur proche de la normale d'une pluie « pure ».

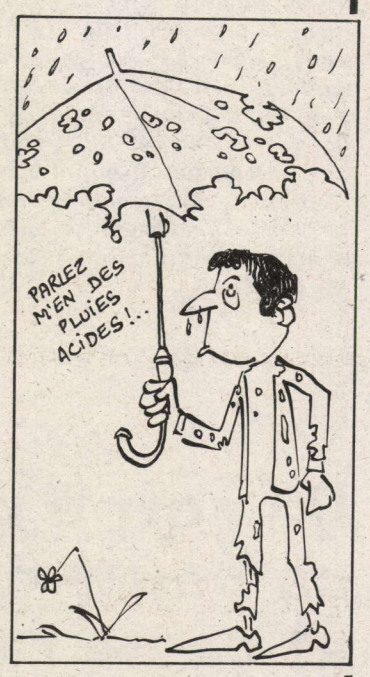
C'est surtout pour les forêts que les conséquences de ces pluies sont les plus graves. Celles-ci, et surtout les forêts de conifères, captent et fixent particulièrement bien les polluants contenus dans l'eau de pluie. C'est en Allemagne Fédérale que les dégâts causés sont les plus alarmants. En 1982, selon un rapport émanant du gouvernement fédéral, on notait des symptômes de dépérissement sur des surfaces constituant 8 % du massif forestier du pays. Selon d'autres estimations, ce serait en 1983 jusqu'à 34 % de la forêt allemande qui serait atteinte, soit 2,5 millions d'hectares sur 7,4 millions. Le sapin épicea, principale espèce forestière du pays, semble être atteint sur plus de un million d'hectares. Plus de 60 % de la sapinière, en fait, présente des signes de dépérissement : chutes partielles d'aiguilles, mort des fines racines, troubles dans la conduction de l'eau du sol.

Le mécanisme de cette dégénérescence est encore mal connu. Les pluies acides agiraient soit directement sur les feuillages, soit en provoquant l'acidification progressive du sol. C'est celle-ci qui y provoque la perte d'éléments nutritifs, la mort des fines racines actives et des petits champignons qui leur sont associés et qui contribuent à la nutrition de l'arbre. Toujours est-il qu'en Allemagne Fédérale, mais aussi en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Scandinavie, le phénomène de dépérissement des forêts s'accélère. En France, quelques signes d'un tel dépérissement ont été observés dans les Vosges. La Forêt Noire allemande proche étant très atteinte, les forestiers français les surveillent avec attention.

Ailleurs, notamment en Scandinavie, au Canada et aux USA, c'est surtout pour les lacs que les spécialistes de l'environnement s'inquiètent. Dans le massif de l'Adirondak (Etat de New York), selon la revue *La Recherche*, en 1930 seuls 8 lacs sur 214 avaient un pH inférieur à 5. En 1974, 102 lacs étaient dans cette situation. Une telle acidification entraîne la disparition des espèces aquatiques les plus nobles, notamment les salmonidés. Elle entraîne aussi la dissolution dans l'eau de sels métalliques toxiques, provenant des sédiments lacustres.

Depuis quelques années, les colloques scientifiques et les études sur le terrain se succèdent pour étudier les mécanismes des « pluies acides ». Les scientifiques ne sont pas tous d'accord et discutent des mécanismes réels de ces « pluies acides » et de leur action sur l'écologie. Mais en attendant, le fait est qu'une grande partie du patrimoine forestier, en Europe et en Amérique du Nord, est en train d'être irrémédiablement détruit. Et que, même si le mode d'action de la pollution peut encore être discuté, une chose est certaine : le seul remède serait la réduction immédiate et radicale des émissions polluantes de l'industrie.

Ce qui supposerait évidemment que les intérêts privés se subordonnent à l'intérêt général. Inutile de dire qu'on n'en est pas là.



Deux catastrophes qui font se poser des questions

C'est la deuxième fois en dix jours que se produit une catastrophe aérienne à l'approche de l'aéroport de Madrid-Barajas. L'accident du mercredi 7 décembre s'est produit entre un Boeing 727 qui, en décollant, a télescopé de plein fouet un DC 9 à la croisée des pistes. Le Boeing 727 lancé à pleine vitesse a chevauché et littéralement écrasé le DC 9. Une centaine de personnes ont perdu la vie.

Ces deux catastrophes meurtrières, intervenues en si peu de temps, posent évidemment des questions. Parler de malchance ou d'erreurs humaines ne suffit pas pour y répondre. On ne peut que s'interroger sur les mesures de sécurité existantes, notamment sur les moyens de contrôle qui permettent d'orienter les avions la nuit, comme c'était le cas pour le premier accident, ou par temps de brouillard comme c'était le cas pour le second. On se demande aussi pourquoi, alors que la visibilité était pratiquement nulle le 7 décembre à l'aéroport de Madrid, alors que les atterrissages étaient interdits, plus de précautions n'avaient pas été prises pour les décollages.

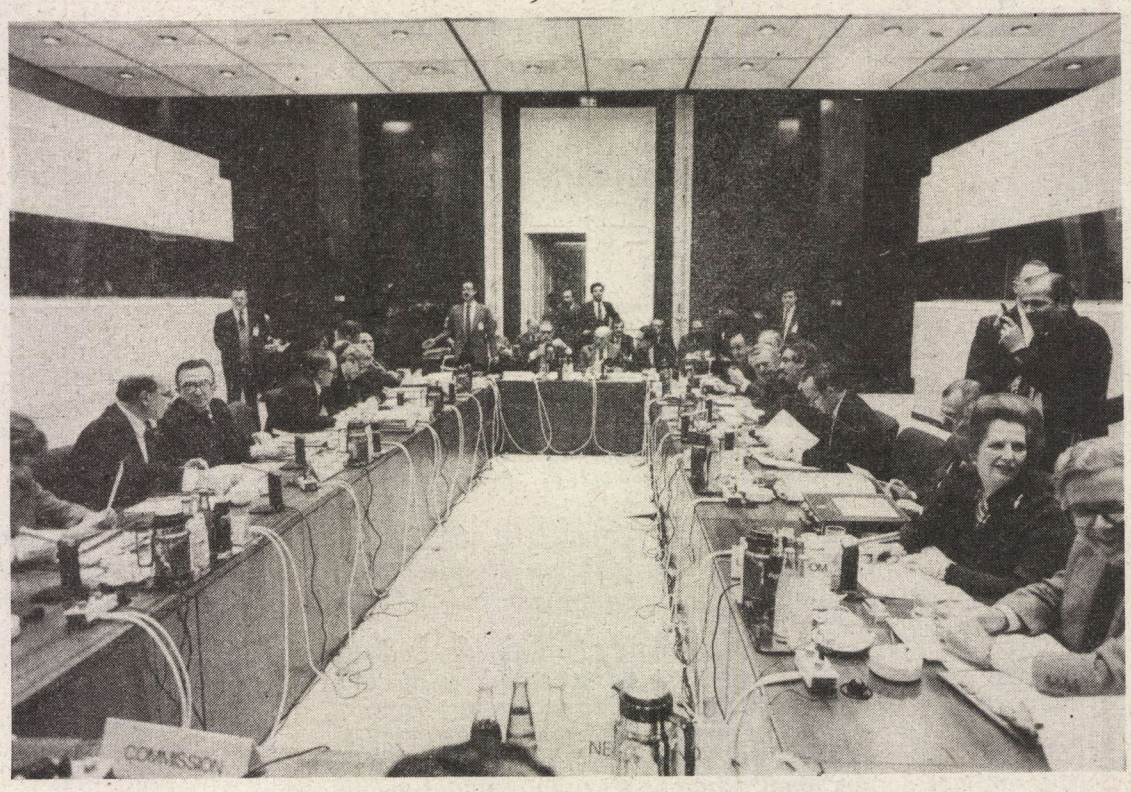
Comme toujours après ce genre d'accident, il est probable que les commissions d'enquête vont se succéder, les rapports s'ajouter aux rapports sans qu'on sache jamais quelle responsabilité est en cause. Il est pourtant difficile de croire, après ces deux accidents aussi absurdes que meurtriers, que tout avait été prévu pour la sécurité.

Athènes

L'Europe du chacun-pour-soi

Lundi 5 décembre, le sommet des dix chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis à Athènes a débouché sur la rupture. « *C'est le premier Conseil européen de dislocation de la Communauté* », déclarait paraît-il un haut fonctionnaire, tandis que le président de la Commission européenne, le Luxembourgeois Gaston Thorn, se désolait en constatant que, cette fois, il n'y avait « *même pas chez les participants la volonté de s'affronter sérieusement* » mais au contraire, « *manifestement, une grande résignation* ». De toute évidence, les négociations préliminaires n'avaient fait apparaître aucune base d'accord possible entre les gouvernements de la Communauté européenne, et chacun des participants s'attendait d'avance à la rupture intervenue. Ce qui a permis à Mitterrand de conclure : « *L'Europe sait, en toute clarté, qu'elle est en crise* ». La Palisse n'aurait pas mieux dit.

Sans doute, aujourd'hui, les dirigeants européens cherchent à minimiser la crise et expliquent que celle-ci n'est que provisoire. En France, on nous dit notamment que, l'Europe devant passer sous la présidence française au début de l'année 1984, ladite présidence française se fera alors fort d'en recoller les morceaux. Mais le fait est que la rupture d'Athènes porte un rude coup au prestige déjà largement affaibli de la Communauté européenne. Ce n'est sans doute pas la première crise de cette institution, qui en a connu d'autres. Mais plus le temps passe et plus il devient difficile aux dirigeants européens de sauvegarder les apparences d'une Europe quelque peu unie. Il n'y a pas besoin d'aller en chercher les raisons bien loin. Comme dans bien d'autres domaines, c'est la crise économique qui fait sentir son effet dissolvant sur les institutions européennes, qui n'avaient pourtant guère besoin de cela pour être fragiles.



A Athènes, pour la photo, tous les chefs d'Etat ont arboré un large sourire, mais au cours des négociations, le moins que l'on puisse dire c'est que le courant n'est pas passé entre eux. Eh oui, ces discussions c'est pas du petit lait !

Créer un Marché commun était certes, après la Deuxième Guerre mondiale, une nécessité reconnue par les dirigeants des principaux pays européens. Les grandes sociétés industrielles étouffaient dans le cadre des frontières nationales dépassées. Elles avaient besoin pour se développer d'un marché qui ne soit plus à la taille d'un pays, mais au moins à celle d'un continent. C'est de cette conscience de leurs intérêts bien compris qu'est né l'établissement d'un Marché Commun abolissant progressivement les principales barrières douanières.

Mais de toute façon il y avait loin du Marché commun à cette unification politique de l'Europe dont ses fondateurs prétendaient jeter les bases. Car, en même temps qu'elles s'engageaient à pas comptés dans l'unification du marché européen, les bourgeoisies européennes veillaient farouchement à la sauvegarde de leurs Etats et de leurs prérogatives nationales. Les gouvernements veillaient tout aussi jalousement à ce que le Marché commun ne sacrifie à l'intérieur de leurs frontières aucun intérêt fondamental.

Néanmoins, tant que la situation générale était à la prospérité, il était malgré tout possible de parvenir, au prix de longues discussions, à de laborieux compromis.

Ainsi en est-il de la fameuse PAC, la politique agricole commune, le domaine agricole étant le seul dans lequel les « six », puis les « Neuf », puis les « Dix » aient réussi à élaborer vraiment une politique commune. La PAC est un édifice de réglements, de compromis, de quotas, de subventions, de « montants compensatoires » établis en cherchant à sauvegarder les intérêts des agriculteurs, ou plutôt des industries agro-alimentaires de chaque pays du Marché commun. L'établissement de prix uniques pour les produits agricoles européens n'a pu se faire qu'en les alignant sur des cours maxima, supérieurs aux cours mondiaux ; ce qui suppose de subventionner ces produits agricoles lorsqu'on les exporte au dehors de la Communauté, et cela arrive régulièrement car celle-ci produit régulièrement des excédents agricoles. Par ailleurs ces prix agricoles communs ne sont acceptés en outre que dans la mesure où, pour essayer de ne léser personne, on instaure des « montants compensatoires », subventions destinées à corriger l'avantage dont pourraient disposer les producteurs d'un pays membre pour l'exportation de leurs produits vers un autre pays membre, par exemple du fait d'un rapport de change avantageux de leur monnaie nationale.

Alors, on comprend sans peine dans ces conditions pourquoi la PAC à elle seule coûte près des deux tiers de son budget à la Communauté européenne, budget qui était de 27 milliards d'ECU en 1983 — l'ECU, l'unité de compte européenne, valant actuellement près de 7 F. On comprend aussi pourquoi les pays les moins enclins à alimenter ce budget communautaire sont ceux dont les paysans sont les moins nombreux et chez qui l'agriculture représente la plus faible part de l'activité économique : la Grande-Bretagne en premier lieu, ensuite l'Allemagne fédérale. On comprend aussi pourquoi ce sont les autres dirigeants, français et italiens notamment, qui sont dans ces conditions les plus acharnés défenseurs de cet « esprit communautaire » qu'ils déplorent de ne pas trouver chez leurs partenaires !

L'attitude intransigeante de la Grande-Bretagne ne doit pas dissimuler le fait que, en cette période de crise, ce sont tous les Etats membres de la Communauté qui sont de moins en moins enclins à ouvrir les cordons de leurs budgets rétrécis pour financer la politique communautaire. Ils en ont trop besoin pour financer leurs propres Etats nationaux, pour subventionner leurs propres industriels et les aider à faire face à la crise et à la concurrence de leurs partenaires, européens ou autres.

Alors, d'une crise à l'autre, l'Europe capote de plus en plus. Cet édifice, qui parvenait parfois à faire illusion au temps de la prospérité, montre ses trous béants, ses infrastructures délabrées, vermoulues, qui ne subsistent que par la volonté commune des participants de sauvegarder quelques apparences... de moins en moins nombreuses, à vrai dire.

Finis les paras, voilà les para-psy !

Selon *La Recherche* de décembre, une commission du Sénat américain s'est penchée sur le grave problème du niveau de la recherche en para-psychologie.

Enfer et damnation, se sont écriés les vénérables sénateurs devant l'étendue du désastre. Selon le rapporteur de la commission, l'Union Soviétique consentirait un formidable effort dans le domaine de la para-psychologie, quelque chose comme une dizaine de millions de dollars, alors qu'aux USA moins de 500.000 dollars (de sources privées) seulement y seraient consacrés.

Un peu plus, et Andropov parvenait à tous nous magnétiser à distance, avant qu'on ait trouvé la parade. Et qui sait si Brejnev, de l'au-delà, n'est pas encore plus dangereux que son successeur, qui a encore un pied sur terre...

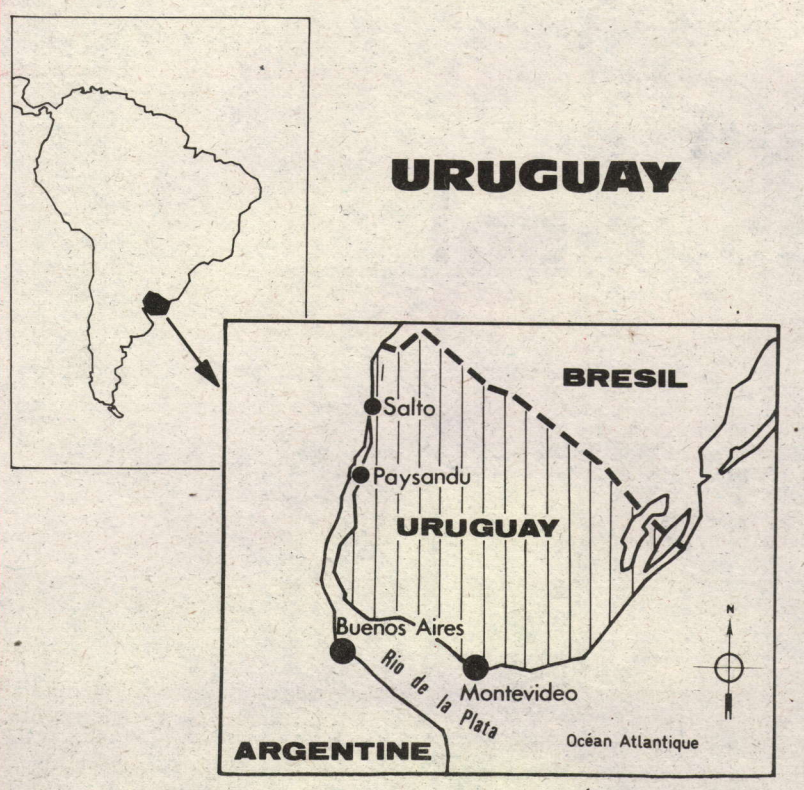
Heureusement tout de même que certains « *laboratoires universitaires américains mèneraient en catimini quelques expériences de sourciers et de pré-science* » et qu'un groupe de travail étudie depuis quatre ans « *la vision à distance* »... Tout n'est peut-être pas perdu. Nous avons encore une chance dans la guerre de l'au-delà.

L'état-major américain a bien tenté des expériences de télépathie pour assurer le contact avec ses sous-marins pendant la dernière guerre. Les sénateurs ont une chance d'être entendus.

Si les généraux américains pouvaient en conclure qu'il vaut mieux remplacer les missiles par des médiums...

Philippe NATIER

URUGUAY : usur



L'Uruguay est un pays qui compte un peu moins de 3 millions d'habitants. La capitale Montevideo regroupe à elle seule près de 1.300.000 habitants.

La manifestation évaluée par la presse à 400 000 personnes et qui a eu lieu à Montevideo, en Uruguay, le 27 novembre, est sans doute la plus nombreuse, mais ce n'est pas la première de ce type.

Le Premier mai 1983, la presse parla d'une manifestation de 250.000 personnes dans la capitale. Et en septembre de cette même année, une journée d'action et de protestation contre la dictature fut l'occasion d'un rassemblement de dizaines de milliers de personnes.

L'ampleur de ces manifestations s'explique par l'hostilité croissante de très larges couches de la population au régime des militaires. Un régime qui a supprimé pour tous, travailleurs, étudiants, petits bourgeois et même bourgeois, bon nombre de libertés. Un régime qui a emprisonné, torturé, voire assassiné des milliers d'opposants. Un régime qui s'est traduit par le fait qu'en dix ans la dette extérieure a plus que quintuplé et que les faillites succèdent aux faillites. Le gouvernement a beau diminuer le revenu des classes pauvres, il ne redresse pas la situation et les fonds publics mis à la disposition des capitalistes uruguayens et étrangers, comme l'ouverture des frontières aux marchandises et capitaux étrangers, n'ont servi qu'à développer la spéculation.

Le succès de ces journées reflète le fait que, malgré la dictature et la répression qui a frappé les militants ouvriers, les dernières années ont vu le réveil du mouvement syndical. Celui-ci, s'est développé en marge du cadre légal de la « loi syndicale » qui tenta de mettre en place un appareil syndical directement lié à l'Etat.

Le PIT (Plénum Intersyndical des Travailleurs), qui est à l'origine de la manifestation du Premier mai, et qui organisa aussi la grande manifestation de fin novembre, apparaît comme une tentative de reconstitution de l'ancienne centrale, la CNT (Convention Nationale des Travailleurs). Et le PIT semble se développer rapidement. Mais les hommes et les courants politiques qui dominent en son sein sont liés les uns aux partis de droite, les autres — et en plus grand nombre — à la Démocratie Chrétienne, au Parti Socialiste ou au Parti Communiste.

En réalité, la répétition de ces manifestations s'inscrit dans la politique des grands partis et dans la perspective des élections qui doivent avoir lieu en 1984.

Les partis de droite, autorisés, dont tout ou partie des dirigeants sont apparus à bon compte comme des opposants à la dictature quand, en 1980, ils appelèrent à voter « non » au référendum organisé par les militaires, tentent aujourd'hui de canaliser vers eux le mouvement populaire.

Quant au parti du centre-droit, la Démocratie Chrétienne, et aux partis de gauche, le Parti Communiste et le Parti Socialiste, qui demandent leur légalisation, ils veulent faire la démonstration de leur représentativité et de leur influence dans la population et dans la classe ouvrière, pour obtenir leur reconnaissance que les forces armées repoussent jusqu'à ce jour.

Alors, l'un des problèmes, pour la classe ouvrière uruguayenne, est sans doute que les partis et les hommes qui se trouvent à la tête de ce vaste mouvement de masse contre la dictature cherchent à entraîner la classe ouvrière certes, mais sans lui offrir de perspective politique correspondant à ses intérêts propres, et qu'ils ne lui proposent en fait rien d'autre que de se mettre à la traîne de l'opposition ouvertement bourgeoise.

En effet, si les partis de droite prêchent ouvertement l'ordre social et la résignation des travailleurs, la Démocratie Chrétienne, qui se veut au centre, préconise un pacte social dont l'objectif fondamental est de convaincre les travailleurs qu'un effort d'austérité est nécessaire pour reconstruire l'économie que les militaires et l'impérialisme ont détruite. Quant aux partis de gauche, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, ils parlent bien de nécessaires réformes sociales, mais tout en faisant du redressement économique une priorité du futur pouvoir civil.

LES ETAPES DE LA VENU
AU POUVOIR DES MILITA

C'est en 1968, avec les débuts de la présidence de J. Pacheco Areco, du parti de droite dit Parti Colorado, que commença l'évolution du régime Uruguayen vers la dictature militaire.

En effet, dans cette période marquée par le développement des mouvements sociaux et l'extension de la guérilla dirigée par les Tupamaros, Pacheco Areco, en ayant constamment recours à l'état d'urgence, donna une place et un rôle croissants aux forces armées.

En 1971, quand il chargea l'armée de la responsabilité de la lutte anti-subversive, il devenait évident que les militaires allaient revendiquer le pouvoir pour eux-mêmes. Puis quand, en 1972, Bordaberry succéda à Pacheco Areco, la crise s'accéléra. Les forces armées s'imposèrent progressivement par une série de coups de force. Le 8 février 1973, l'armée fit occuper par la troupe les studios de la radio-télévision officielle, prétextant un désaccord sur la nomination du nouveau ministre des Armées. Bordaberry recula et accepta la mise en place d'un gouvernement civilo-militaire. Le 23 février, les hauts chefs militaires créèrent le Conseil de Sécurité Nationale (le COSENA), organe militaire qui « intégra » le gouvernement Bordaberry.

Après ce premier succès, les ambitions des chefs militaires ne firent que croître. La timidité de la réplique des partis de droite, mais aussi et surtout la quasi-passivité des partis de gauche regroupés dans le Front Elargi, ne purent que les encourager à continuer.

Le 26 juin 1973, les forces armées passèrent à l'attaque. Plusieurs divisions militaires occupèrent les endroits stratégiques de la capitale. Quelques heures plus tard, la radio diffusait un décret de dissolution des deux Chambres, l'interdiction de diffuser des nouvelles portant atteinte à l'ordre public. Bordaberry cautionna le putsch et en revendiqua la responsabilité. Une grève générale de 15 jours échoua et une vague d'emprisonnements et de répression frappa la classe ouvrière, et l'ensemble des mouvements d'opposition.

Néanmoins, Bordaberry resta en place et ce n'est qu'en 1976 que ce président, qui n'était plus qu'une pâle façade civile du pouvoir des militaires, fut finalement destitué.

Depuis lors, les militaires prétendent toujours s'orienter vers la remise en place d'institutions représentatives de la population, comme ils prétendent préparer une transition vers un régime associant les civils.

Mais en réalité, leur projet de Constitution, qu'ils soumirent en 1980 à un référendum, visait à asseoir et légitimer le pouvoir des militaires.

Chose rare dans un régime de dictature militaire, le réfé-

C'était l'époque où la police était à la recherche des Tupamaros à Mintev

Un pays en crise depuis plusieurs décennies

Au début du 20e siècle, l'Uruguay connu une période relativement prospère. La base de sa richesse économique fut le développement d'un élevage extensif, puis la mise en place d'une industrie de la viande et des peaux entièrement tournée vers l'exportation.

Dans les années trente, l'Uruguay mesura la fragilité de son économie et sa dépendance vis-à-vis de la conjoncture mondiale. Mais la situation se redressa pendant la guerre et l'après-guerre. Entre la fin de la guerre et 1955, la viande et les peaux furent en partie supplantées par un développement de l'industrie textile, le raffinage du pétrole. Parallèlement, l'Etat favorisa et protégea le développement d'une industrie de biens d'équipement et de produits de consommation destinés au marché intérieur. Mais 1959-1960 marqua la fin de cette nouvelle ère de relative expansion. La perte de certains débouchés extérieurs, puis le rétrécissement du marché intérieur et enfin la spéculation entraînèrent une crise. L'Uruguay commença à emprunter largement au FMI. Les dévaluations succédèrent aux dévaluations. Et le dollar, qui valait 11 pesos en 1963, en valait 200 en 1967.

Le chômage s'étendit. Les gouvernements essayèrent de résoudre le problème en développant les emplois d'Etat et en

e de la dictature

E
RES

eo

rendum donna une majorité de « non », car la majorité des dirigeants politiques —ceux des partis interdits, bien sûr, mais aussi bon nombre de dirigeants des partis autorisés et des représentants de l'Eglise — appelèrent à voter « non ».

Les résultats du référendum mettaient en évidence certaines failles du régime et ils entraînèrent le renforcement des divers courants d'opposition.

Depuis, l'isolement des militaires semble aller croissant et les forces politiques préparent la relève.

favorisant l'immigration. Mais en vain.

Des mouvements sociaux se developpèrent. Le mouvement de guérilla dirigé par le M.L.N., Mouvement de Libération Nationale des Tupamaros, s'illustra par une série d'actions spectaculaires. Et les crises sociales succédèrent aux crises politiques. Et l'actuelle crise économique n'arrange bien sûr pas la situation de ce petit pays.

Des partis de gauche qui ont lié les mains de la classe ouvrière

Les militaires uruguayens sont venus au pouvoir avec le consentement ouvert des partis de droite, le Parti Colorado et le Parti Blanco. Le Parti Colorado est présenté comme particulièrement lié au secteur de l'industrie et du commerce et a un électorat concentré dans la province de Montevideo. Le Parti Blanco est traditionnellement implanté à la campagne et dit représenter les intérêts des éleveurs. Mais, ils ne furent pas les seuls. Les partis de gauche associés dans le Frente Amplio (FA) le « Front large », sont restés passifs, quand ils n'ont pas eux aussi contribué à semer des illusions sur les militaires.

C'est ainsi que les dirigeants du Parti Communiste Uruguayen ont dit qu'il fallait distinguer entre les bons et les mauvais militaires. Applaudissant le fait que Bordaberry soit écarté, ils ont laissé entendre qu'il fallait s'allier et appuyer les secteurs progressistes de l'armée. Ils donnèrent du crédit aux généraux qui faisaient des promesses de reprise économique.

Quant au PS, il déclara : **« La vie a fait sortir les militaires des casernes. Il s'agit aujourd'hui que, dans la rue, leurs secteurs patriotiques trouvent le chemin de l'union vers le peuple ».** ***Quant à la centrale syndicale CNT (Convention Nationale des Travailleurs), elle alla elle aussi dans le même sens. Elle discerna dans les déclarations de l'organisme militaire dirigeant*** **« l'intention de réaliser certaines revendications correspondant avec notre programme ».**

Ainsi les organisations ouvrières ne mirent pas en garde les travailleurs contre la montée des militaires. Ils ne les préparèrent pas à les mettre en échec. Bien plus, elles sabotèrent la riposte, livrant la classe ouvrière aux militaires.

En effet, à l'annonce du coup de force des militaires, le 26 juin 1972, des mouvements de grève éclatèrent largement, avant même toute réaction de la centrale syndicale.

La CNT lança vite le mot d'ordre de grève, mais elle dévia la riposte vers une impasse. D'emblée la grève fut dure et massive. Elle s'étendit à presque toutes les branches d'activité. Elle s'accompagna d'occupations actives et d'actions visant à entraver l'économie. On vit les employés de banque mélanger les fiches des opérations mécaniques et ceux des services municipaux retirer des machines les pièces vitales.

Puis, malgré l'arrestation des dirigeants syndicaux et les opérations militaires contre les usines occupées, le mouvement se poursuivit. Mais, loin de se fixer pour but de paralyser les militaires et de les faire partir, les dirigeants de la gauche et ceux de la CNT tentèrent de négocier avec eux une plate-forme revendicative comprenant l'exercice des libertés syndicales, la liberté d'expression et les garanties constitutionnelles, ainsi que l'assainissement de la vie économique et l'élimination des bandes fascistes.

Mais les militaires avaient de tout autres projets. Ils voulaient mettre au pas la classe ouvrière. Et le soir même du jour où la CNT demanda l'ouverture des négociations, le gouvernement prononça la dissolution de la CNT et lança un mandat d'arrêt contre les plus importants dirigeants syndicaux. Il ordonna l'évacuation des usines et autorisa les administrations et les services d'Etat à licencier sans indemnité les travailleurs récalcitrants.

Entre le 7 et le 9 juillet, la grève s'effrita. Et la répression commença. Des arrestations massives d'ouvriers eurent lieu. Les grévistes furent parqués dans le vélodrome de Montevideo. Le 11 juillet, la CNT appelait à la reprise du travail, en donnant comme raison que **« le principe tactique fondamental d'une lutte prolongée c'est d'user et d'affaiblir continuellement les forces de l'ennemi et de renforcer les siennes propres (...) Dans les circonstances présentes, la prolongation indéfinie (de la grève) aboutirait seulement à affaiblir nos forces et à consolider celles de l'ennemi ».** ***Les militaires avaient les mains libres.***

Puis les partis de gauche furent interdits. Leurs locaux furent fermés, leurs biens confisqués. Au fil des mois, la répression décima les organisations ouvrières et les milieux opposants. La torture, les procès en cour militaire, les arrestations prolongées sans jugement furent communément employées.

C'est ainsi que les partis réformiste et stalinien avaient contribué à livrer la classe ouvrière, pourtant combative et organisée, aux militaires.

La police à l'œuvre

Conviccion, qui est une publication du PIT (Plénum Intersyndical des Travailleurs), décrit ainsi une manifestation syndicale convoquée par le PIT le 9 novembre dans le cadre d'une journée d'action qui devait aussi être marquée par des débrayages. Les militaires avaient interdit la manifestation, en prétextant qu'elle était politique et pouvait donner lieu à des violences.

« *Pendant toute la journée* raconte ce journal, *les débrayages eurent lieu à l'échelle de tout le pays. Dès les premières heures du matin, un formidable déploiement de forces de police bouleversa le centre de la ville. Les préparatifs incluaient la fouille des véhicules stationnés dans l'avenue où devait avoir lieu la manifestation et les rues adjacentes... Une intense activité de la police affectée à la circulation atteint son comble vers 17h30, où elle dévia la circulation et coupa tous les accès à la zone en question. D'importants contingents des corps de sécurité s'installèrent le long de l'avenue* ». Les manifestants commencèrent à manifester en petits rassemblements dans les rues voisines, puis certains se regroupèrent à un point de l'avenue. « *A ce moment, plusieurs dizaines de policiers à cheval, secondés par les brigades du corps des grenadiers, se lancèrent dans une violente charge contre la manifestation pacifique qu'on pouvait estimer à 6000 personnes* ».

Et dans les autres points de manifestation on vit, dit le rédacteur de l'article « *des faits d'une indescriptible violence contre les manifestants, qui firent une centaine de blessés, sans compter un millier de personnes victimes de coups ou de lésions* ». Des manifestants furent pourchassés, tabassés puis arrêtés. « *Des bars et des pâtisseries qui étaient restés ouverts furent le théâtre de nombreuses scènes de violence (...) parce que des manifestants avaient tenté de s'y réfugier. Il y eut un minimum de 500 manifestants arrêtés, dont certains furent relâchés le lendemain, en particulier les blessés graves, les malades et les plus vieux* ».

Que ce soit les civils ou les militaires qui sont au pouvoir, c'est toujours la même violence contre la population.

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement Thatcher contre le droit de grève

Fin novembre, l'un des principaux syndicats de l'imprimerie britannique, le NGA, a été condamné par un tribunal de Manchester à une amende de 175.000 livres (environ 2 millions de francs) pour avoir lancé un mot d'ordre de grève illégal et avoir organisé des mouvements de solidarité dans un certain nombre d'entreprises. Les dirigeants du NGA ayant annoncé publiquement qu'ils ne paieraient pas l'amende, l'ensemble des liquidités du syndicat, en particulier les fonds de la caisse de chômage complémentaire qu'il gère, ont été placés sous séquestre.

A l'origine de ces condamnations, se trouve un conflit mineur, d'un type assez fréquent en Grande-Bretagne : un mouvement de grève contre un petit patron de combat qui tente d'en finir avec le système du « closed shop », à l'occasion de l'ouverture d'une nouvelle usine à Warrington. Ce système, qui fait obligation aux entreprises de n'embaucher que des travailleurs syndiqués, est âprement défendu par les directions syndicales, à qui il assure un monopole de fait dans les entreprises où il existe. Le « closed shop » est encore assez répandu en Grande-Bretagne puisqu'il concerne environ 20% des ouvriers, surtout dans les grandes entreprises et dans certains secteurs de main-d'œuvre très qualifiée, comme l'imprimerie.

Début novembre, la direction du NGA ripostait en organisant le boycott de l'imprimerie de Warrington au moyen de piquets de grève bloquant les portes 24 heures sur 24 et empêchant la sortie des camions de journaux. Le patron fit alors appel aux tribunaux, qui ordonnèrent au NGA de mettre fin à ses piquets.

Du coup, l'affaire de Warrington prit l'allure d'une confrontation. Le NGA appella alors à un mouvement de grève de solidarité dans toute la presse nationale : les 25, 26 et 27 novembre, les quotidiens nationaux et les éditions du dimanche ne parurent pas. Du coup, les tribunaux condamnèrent le NGA à de nouvelles amendes. Le 29, après que l'imprimerie de Warrington eut annoncé son intention de sortir ses publications coûte que coûte, 4000 syndicalistes se rendaient à Warrington à l'appel du NGA, venant de tout le centre de l'Angleterre pour renforcer le piquet de grève. Toute la nuit des affrontements les opposaient à plusieurs centaines de policiers appelés en renfort. Parmi les manifestants il y eut 43 blessés, dont plusieurs gravement atteints, et plus d'une centaine d'arrestations. Et 72 d'entre eux furent inculpés dès le lendemain par un tribunal réuni de toute urgence.

Les mesures qui frappent aujourd'hui le NGA résultent en fait de l'application stricte de deux lois. L'une, adoptée en 1980, permet aux tribunaux de déclarer illégale toute action de solidarité déclenchée par un syndicat. La seconde, votée en 1982, remet partiellement en cause le système du « closed shop », interdisant en particulier aux syndicats d'organiser des mouvements de grève pour obtenir l'instauration ou le maintien d'un accord de « closed shop ». Ces deux lois sont assorties de lourdes amendes pour les travailleurs ou les syndicats qui passeraient outre, voire de peines de prison.

Depuis 1980, le fait est que cet arsenal juridique n'avait guère servi. Mais depuis deux mois, il semble que le gouvernement Thatcher ait fait le choix de s'attaquer aux travailleurs sur ce terrain. Ainsi au mois d'octobre, lors d'un mouvement lancé par le POEU, le syndicat des ouvriers du téléphone, contre la privatisation d'une partie du réseau téléphonique anglais, un tribunal avait déclaré le mouvement illégal, en application de la loi de 1980. Et aujourd'hui, c'est le tour du NGA, mais aussi du SOGAT 82, l'autre syndicat de l'imprimerie, et du syndicat des journalistes le NUJ, menacés eux aussi d'amendes à la suite de deux autres conflits locaux.

Quant aux dirigeants du TUC, la confédération des syndicats britanniques, pour eux, l'affaire tombe mal ! En fait, pour la première fois depuis 1979, le ministre du Travail a accepté d'engager des discussions avec eux sur les intentions du gouvernement. Ce qui explique sans doute, le manque d'enthousiasme de Ken Murray, le secrétaire général du TUC, qui au lendemain des affrontements du 29 novembre, déclarait à la presse que « *la loi devait être observée* ». Et sans doute la carotte de la concertation agitée par Margaret Thatcher au nez du TUC, n'est-elle pas sans rapport avec le bâton qu'elle manie contre le NGA.

Thatcher s'en prend à la bureaucratie syndicale, mais c'est la classe ouvrière qui est directement visée.

Mais, quel que soit le comportement à venir des dirigeants syndicaux, il reste que pour la classe ouvrière britannique, l'issue de ce conflit n'est pas indifférente. S'il est vrai que l'enjeu en est en apparence bien plus les privilèges de fait dont bénéficient les appareils syndicaux en particulier le système du « closed shop », c'est quand même la classe ouvrière elle-même qui est visée par cette offensive patronale et gouvernementale, en particulier au travers de la remise en question du droit de grève. En d'autres temps, en 1972 et en 1974, les travailleurs britanniques avaient riposté victorieusement à des tentatives similaires. Aujourd'hui, le chômage se fait sentir lourdement, pesant sur la combativité ouvrière et donnant d'autant plus de hardiesse au patronat. Mais la partie est loin d'être jouée même si bon nombre de dirigeants syndicaux préfèrent par avance jouer perdant. Les travailleurs britanniques, eux, peuvent encore se faire entendre.

POLOGNE

Des mesures de guerre contre la classe ouvrière

Ces derniers jours les autorités polonaises ont annoncé une mise en garde à tous ceux qui refusent la « normalisation ». « *Il n'y aura pas d'accord avec ceux qui s'accrochent toujours à un passé révolu* », vient de déclarer Jaruzelski lors d'une visite en pays minier, à Katowice, l'un des hauts lieux de la résistance ouvrière à la proclamation de l'Etat de guerre il y a maintenant bientôt deux ans.

C'est évidemment cet anniversaire qui tombe dans quelques jours, le 13 décembre, que le gouvernement redoute... et qu'il prend pour prétexte afin de prendre de nouvelles mesures répressives. Ainsi, arrestations et condamnations se multiplient. Le lendemain même de la visite de Jaruzelski à Katowice, la police a procédé à des dizaines d'arrestations parmi ceux qui avaient essayé d'apposer une plaque en souvenir des mineurs morts lors de l'assaut donné par les forces de l'ordre à la mine Wujek, en 1981. Par ailleurs la radio officielle a annoncé l'arrestation de 18 militants de Solidarité à Bielsko-Biala et de trois autres à Wroclaw.

Enfin, le gouvernement a annoncé la création d'une « *commission pour le respect de la loi, de l'ordre public et de la discipline sociale* », dirigée par le ministre de l'Intérieur lui-même, le général Kiszczak. Cet organisme sera relayé par la mise en place de « *groupes opérationnels de l'armée* » qui, selon Jaruzelski, devront avoir pour tâche « *d'analyser l'état de préparation à la défense* » mais aussi « *le fonctionnement de l'économie communale et des services publics, surtout des transports et communications, des postes et télécommunications, des services et de l'approvisionnement de la population* ».

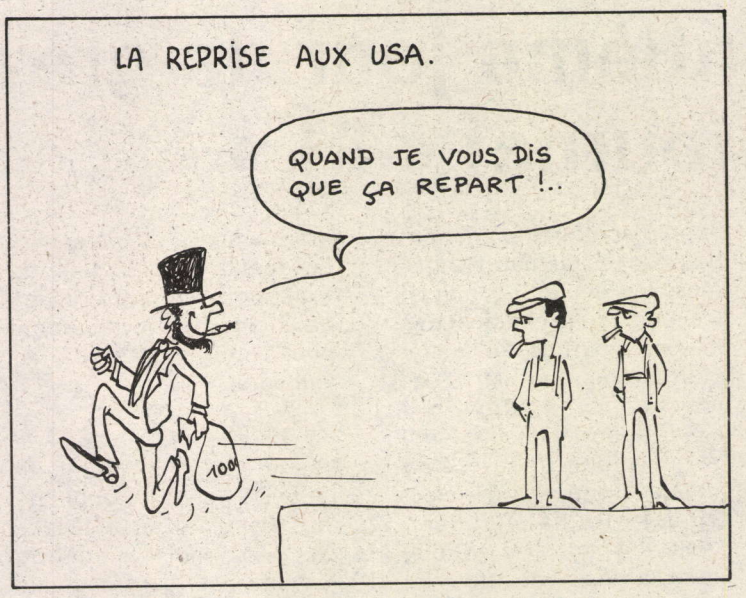
Manifestement, le dispositif mis en place montre qu'il ne vise pas seulement la répression des militants et sympathisants de Solidarité. Il s'agit de véritables mesures de guerre civile, prises de façon préventive pour se mettre à même de faire face à la population polonaise tout entière, en cas de réactions ou de mouvements sociaux face à la détérioration croissante du niveau de vie. Car les raisons qui avaient amené la révolte ouvrière de 1980 n'ont bien sûr pas disparu. La crise économique n'est nullement résolue et le gouvernement continue d'y faire face par des mesures de restriction qui sont de plus en plus durement ressenties par la population qui les subit.

Jaruzelski justifiait son coup d'Etat, il y a deux ans, par la nécessité de rétablir l'ordre et la bonne marche de la société et de l'économie. Aujourd'hui, en même temps qu'il prend les mesures pour accroître encore le tribut payé à la crise par la population, il prend ses précautions pour être à même, le cas échéant, de la mater. Rien ne dit qu'il y réussisse.

LA REPRISE DE L'ECONOMIE AMERICAINE

Une fuite en avant

Si l'on en juge par les résultats définitifs des entreprises américaines au 3e trimestre 1983, chiffres qui viennent d'être rendus publics, les affaires vont bien. Les profits des entreprises seraient en hausse de 20 % par rapport à la période analogue de 1982. Il en serait de même selon les prévisions des économistes dans les pays les plus liés à l'économie américaine, comme le Canada et la Grande-Bretagne.



Mais le tableau idyllique de la « reprise américaine » que peint volontiers la presse comporte bien des ombres.

Ainsi, les profits réalisés par certaines entreprises ne peuvent cacher que le ralentissement des affaires de ces dernières années a entraîné la disparition de bon nombre d'entreprises peu solides, soit parce qu'elles ont fait faillite, soit parce qu'elles ont été rachetées par des concurrents plus puissants. *Le Monde* du 29 novembre rapporte ainsi que, dans le bâtiment, 25 % des entreprises moyennes qui existaient avant la crise ont disparu. Et il est bien entendu que, si la concurrence est moindre entre les entreprises, cela facilite les opérations profitables pour celles qui restent.

Un autre exemple, cité par la revue économique *Fortune*, montre aussi que les patrons, quand ils investissent et modernisent, ne comptent pas dans l'immédiat sur une reprise massive. C'est ainsi que beaucoup d'entreprises ont profité de ces dernières années pour moderniser les installations, souvent pour les plus grosses d'entre elles, à coup de subventions fédérales, et pour diminuer leurs frais salariaux par des licenciements massifs. Mais si, comme le dit *Fortune*, une grande usine de l'automobile peut rapporter aujourd'hui du profit en produisant 24 % moins qu'en 1980, les dirigeants comptent bien faire du profit au plus vite, mais pas faire tourner au maximum leurs installations. Ce qui est confirmé par le fait que, bien que le nombre de chômeurs ait légèrement diminué aux USA, les secteurs de base gros consommateurs de main-d'œuvre ne réembauchent qu'au compte-gouttes, malgré une augmentation sensible des ventes.

D'ailleurs la même revue, malgré un optimisme de bon ton, s'inquiète de l'évolution des stocks des entreprises en comparaison des ventes. Ils sont aujourd'hui à leur niveau le plus bas depuis 1976, ce qui laisserait penser que les entreprises n'ont qu'une confiance limitée dans la reprise des affaires.

En fait, bien des indices montrent que la situation des entreprises américaines reste précaire, en particulier du point de vue financier.

Ainsi le nombre des faillites reste-t-il toujours très élevé. La plus spectaculaire de ces dernières semaines étant celle de la First National Bank of Midland, une banque d'affaires d'importance moyenne, qui était très engagée dans les opérations pétrolières.

En réalité l'endettement des entreprises a pris des proportions considérables au cours de ces dernières années. Avec les taux d'intérêts en vigueur, il leur a été facile de trouver, sous forme de prêts à court terme, l'argent nécessaire pour moderniser leurs installations. En même temps, profitant de la fièvre spéculative en Bourse, bon nombre d'entreprises ont cherché de l'argent frais en émettant de nouvelles actions sur lesquelles les spéculateurs se sont jetés avec appétit : ainsi, par rapport à 1979, le nombre d'émissions d'actions nouvelles a été multiplié par 4 !

Mais toutes ces opérations n'ont fait que repousser les problèmes sans les résoudre. Selon l'hebdomadaire anglais *The Economist*, une part importante des dettes des entreprises américaines viennent à échéance dans moins d'un an. L'*Economist* estime par ailleurs que la moitié des profits réalisés par les sociétés américaines cette année seront consacrés au remboursement de leurs dettes, et donc non réinvestis. L'endettement des entreprises est tel qu'il est aujourd'hui courant que des entreprises, considérées comme saines par ailleurs, demandent et obtiennent le réechelonnement de leurs dettes, tout comme des pays du Tiers Monde menacés par la faillite. De leur côté, les banques qui consentent ces réechelonnements ne peuvent le faire que parce que la Banque Fédérale consent à leur accorder des prêts ou des facilités diverses, qui sont à leur tour financés par des emprunts de capitaux effectués par l'Etat américain sur le marché mondial, emprunts qui creusent encore un peu plus la dette extérieure des Etats-Unis. Il ne faut pas oublier que le pays le plus endetté du monde, et de très loin, c'est les USA : sa dette de 1 360 milliards de dollars représente le double de la dette de tous les pays du Tiers Monde réunis.

C'est dire que cette reprise américaine ressemble bien plus pour l'instant à une fuite en avant qu'à l'annonce d'une nouvelle période de prospérité. Le seul fait que la remontée actuelle de l'activité industrielle américaine et l'augmentation des profits continuent à reposer sur un système financier et monétaire dont les désordres n'ont cessé de s'amplifier au cours des dernières années en est la meilleure illustration.

VENEZUELA

Changement de président, mais pas de politique

Jaime Lusinchi, candidat de l'Action Démocratique (parti social-démocrate), vient d'être élu avec 53 % des voix aux élections présidentielles de dimanche 4 décembre. Il succède à Luis Herrera Campins de la Démocratie Chrétienne. Ces deux partis ne sont en fait que deux nuances d'une même politique et, si la population a voté pour Jaime Lusinchi c'est plus par ras-le-bol de la politique de son prédécesseur que pour la politique qu'il représente.

Car en fait le Venezuela a beau être le pays le plus riche de l'Amérique latine, il n'en est pas moins en pleine crise et le problème des gouvernants, comme dans bien d'autres pays, est de faire accepter les frais de la crise à la population laborieuse. Troisième producteur de pétrole de l'OPEP, le Venezuela a les plus grandes réserves du monde. Il avait misé sur le pétrole mais, avec la crise, la demande a baissé et c'est la catastrophe. En échange des dollars provenant de la vente de pétrole, le Venezuela achetait pratiquement tout à l'extérieur, vivant essentiellement des importations, notamment alimentaires, qui représentaient jusqu'à 60 % de la consommation en 1966. Actuellement le Venezuela, avec ses 37 milliards de dette extérieure, dont 16,5 milliards à rembourser avant la fin de l'année 1984, est en 4e position des pays endettés.

La situation est certes moins dramatique qu'au Brésil, mais le niveau de vie de la classe ouvrière baisse. Le chômage très important touche près de 20 % de la population active. Les bidonvilles de la capitale Caracas s'étendent et 45 % des enfants souffrent de malnutrition.

Face à cette situation, le problème du nouveau président est de tenter de mener une politique d'austérité qui ne provoque pas d'explosion sociale. C'est pour cette raison qu'il voudrait ne pas appliquer directement les mesures de restriction dictées par les banques occidentales à travers le FMI, préférant mener sa propre politique d'austérité.

Et même si sa politique est présentée sous une forme différente, elle se traduira, si la crise continue, par une exploitation accrue de la classe ouvrière.

Ghislaine GAUTHIER

Un nouveau président, mais toujours une politique d'austérité pour la classe ouvrière ! (AFP)

DANS LES ENTREPRISES

Toulouse

Trentième jour de grève avec occupation au journal « 31 »

Depuis le mois de septembre, le personnel technique et comptable de l'entreprise qui édite le journal *31*, petites annonces de la région toulousaine, est en grève et occupe les locaux. Derrière ce journal que les toulousains reçoivent dans leur boîte aux lettres se cache une exploitation digne du 19e siècle. Certains employés ont réalisé l'année dernière des mois de 250 heures, les heures supplémentaires n'étaient pas payées et pas récupérées, les heures de nuit et les jours fériés n'étaient pas majorés, parfois le salaire était inférieur au SMIC. Les maquettistes devaient même apporter leur matériel de travail ; la rotative était sans sécurité, des fils électriques traînaient dans l'eau, il fallait être entièrement à la disposition du patron. La conséquence c'était qu'en règle générale les membres du personnel ne restaient pas plus de trois mois. Le patron réembauchait et pouvait continuer à traiter ainsi les travailleurs.

La grève a éclaté après le licenciement d'une militante CGT et de la candidate aux élections de délégués du personnel, le patron n'ayant pas supporté que les employés tentent de s'organiser. Les 25 employés des services techniques et comptables se mirent en grève à 100 % et réclamèrent la réintégration des deux licenciées, l'application de la convention collective du Labeur, le respect des lois sociales et des élections de délégués du personnel. Les grévistes ont bénéficié du soutien des autres imprimeries toulousaines et ont organisé des collectes publiques de soutien. Ils ont sorti deux *31 libéré* où ils expliquaient à la population leur mouvement. Le patron, Pradal, a sorti de son côté de nouveaux numéros de *31* et cherche à embaucher du personnel nouveau (claviste, etc.). Face à ce patron de choc, les grévistes sont déterminés à tenir le coup. Les autorités administratives se disent « compatissantes » mais n'ont rien entrepris contre ce patron.

Grève des facteurs à la recette principale pour le samedi sur deux

Le plan Daucet de restructuration des services postaux, qui avait provoqué la colère dans les centres de tri dernièrement, entre en application à la distribution à Toulouse. Le personnel de tous les bureaux de la ville a été appelé à se prononcer par un vote sur le choix d'une formule pour la mise en place de tournées sur la base de 37 heures soit en travaillant un samedi sur deux, soit en prenant des repos cycliques (avec un nouveau système de repos compensateur). Depuis plusieurs années, le samedi sur deux est une revendication des facteurs. De plus il est déjà difficile aujourd'hui, en raison du manque d'effectif, de prendre un repos compensateur, l'administration faisant pression pour que le personnel prenne ces repos dans des périodes bien précises de l'année. Deux bureaux à Toulouse se sont prononcés, à une certaine majorité, pour un samedi sur deux.

Le samedi sur deux a donc été instauré dans le premier bureau, celui de la Recette principale, le dernier à s'être prononcé. Il devait entrer en vigueur le samedi 3 décembre. Tout était prêt pour cela. C'est alors qu'ont débarqué deux nouveaux directeurs, départemental et régional, qui ont décidé de bloquer l'application du samedi sur deux. Le plan Daucet, ont-ils dit, c'est d'abord la restructuration des tournées sur la base des 37 heures, c'est seulement ensuite la mise en place du samedi sur deux. Les petits nouveaux ont-ils voulu faire du zèle ou appliquaient-ils des directives de la direction ? Toujours est-il qu'ils ne cachaient pas leur intention de récupérer des emplois à la Recette principale pour pouvoir combler des trous ailleurs en alourdissant certaines tournées. Or les tournées chargées pourraient remettre en cause le principe du samedi sur deux car elles rendraient plus difficile le doublage des tournées du samedi.

Les facteurs ont fait savoir à la direction ce qu'ils pensaient de sa manière d'agir en se mettant en grève à une centaine sur 180 le jeudi 1er décembre. Du côté des organisations syndicales, Force Ouvrière est intervenue contre le mouvement sous prétexte de l'illégalité des grèves sans préavis, les responsables CFDT ont entonné un refrain semblable en agitant la menace de sanctions de la part de la direction, seule la CGT a soutenu. Lundi 5 décembre, à une soixantaine, les grévistes ont décidé une heure de grève par jour. La direction, qui pensait sans doute que une fois le premier coup de colère passé la grève allait s'arrêter, s'est trompée. Le mouvement a continué le courrier s'est entassé. Le mardi 6 décembre la direction départementale lâchait du lest et annonçait à des délégations de grévistes qu'elle ne mettait plus de préalable au « samedi sur deux », que ce système pourrait rentrer en vigueur le 21 janvier 1984.

L'Etat arrose le groupe Chausson

Le groupe Chausson qui est une filiale commune à Renault et Peugeot, et qui comprend un peu plus de 11 000 travailleurs, vient de se voir arroser de subventions.

Les actionnaires et en partie Peugeot ont fait une sorte de chantage au gouvernement : la situation financière du groupe est difficile, il leur faut des aides. Peugeot a dit en substance : « *Si l'Etat ne donne pas des prêts à taux réduit, nous nous retirons* », en ajoutant : « *S'il les donne, nous verrons ce que nous ferons* ».

Alors l'Etat vient de donner plus d'un milliard de francs (100 milliards de centimes) directement ou indirectement. 360 millions de francs directement des caisses de l'Etat, et 900 millions par les banques nationalisées. Et le tout à des conditions imbattables, pour une bonne part à des taux de 6 à 8 %, remboursables pour certains à partir de 1987 et pour une durée de 10 à 15 ans. Inutile de dire qu'il peut se passer bien des choses d'ici au remboursement effectif. L'Etat avait même proposé de faire cadeau officiellement de 400 millions en échange d'une promesse d'investissements supplémentaires, mais les actionnaires ont refusé.

Mais tout cet argent n'est absolument pas une garantie pour l'emploi des 11 000 travailleurs de Chausson. Cet argent a été donné sans contrainte. Les dirigeants de Chausson ont un objectif : rentabiliser l'entreprise, ce qui veut dire produire plus à moins de frais. Ils ne le cachent pas.

Et d'ailleurs, en même temps qu'il y avait cette restructuration financière, il y avait aussi d'autres restructurations. Chausson prépare la vente d'une de ses filiales sans aucune garantie d'emploi pour les quelque 70 personnes qui y sont. Chausson va licencier massivement dans sa filiale belge, et compte fermer son atelier de Cergy où travaillent plusieurs dizaines de personnes.

Alors cela donne un avant-goût des plans patronaux. Cet argent, les patrons de Chausson l'ont récupéré dans le portefeuille de leurs salariés après qu'il ait transité par l'impôt, mais ils risquent tout autant de s'en servir contre eux, avec la bénédiction du gouvernement.

Mort de froid

Un enfant de 10 ans est mort de froid dans le sous-sol d'un pavillon en construction à Pierrefitte.

Sa mère, secrétaire au chômage n'ayant plus d'indemnités s'y était réfugiée après avoir quitté son appartement, elle craignait d'en être expulsée pour retard dans le paiement de son loyer.

Eh bien oui, la crise économique, en France aujourd'hui, cela peut déjà être un tel dénuement pour des travailleurs que les patrons jettent à la rue.

ECHOS DES ENTREPRISES

Sales têtes

Deux de nos camarades ont été licenciés la semaine dernière, l'un à la peinture K2, l'autre à la finition K1, et chacun par leur chef d'unité.

Les deux gradés se sont mis d'accord pour trouver des motifs aussi stupides l'un que l'autre. Un de nos camarades a reçu une lettre à n'en plus finir où chacun de ses gestes était détaillé, certains font de l'espionnite aiguë. Quant à l'autre, il est accusé d'avoir fait pointer quelqu'un à sa place, la pointeuse en a avalé ses aiguilles.

En fait les deux chefs s'attaquent à des têtes qui ne leur reviennent pas, les motifs officiels ne sont que des prétextes. Nous n'avons peut-être pas la possibilité de nous débarrasser aussi facilement de ces deux licencieurs qui nous déplaisent mais nous pouvons leur montrer qu'ils nous pompent l'air.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Strafor (Strasbourg)

La direction joue avec le feu

Après l'incendie des archives en Urologie, on aurait pu croire que la direction équiperait tous les locaux de l'hôpital aux normes actuelles de sécurité, pour que ce genre d'accident ne se renouvelle pas. Mais c'est loin d'avoir été fait partout, comme on a pu le constater la semaine dernière avec l'incendie du magasin hôtelier. Dans un cas comme dans l'autre, heureusement, les dégâts n'ont été que matériels...

Mais ces « apprentis sorciers » continuent néanmoins à accumuler tout un bric-à-brac de chiffons et de vieux papiers dans les sous-sols de l'ancienne CCI, où les installations électriques sont également vétustes et qui elles non plus ne sont pas pourvues de systèmes de sécurité.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Hôpital Necker -Paris

DANS LES ENTREPRISES

JEUMONT-SCHNEIDER

En grève pour les salaires

L'usine Jeumont-Schneider à Lyon, qui compte 900 personnes, est en grève de 24 heures reconductibles depuis le 28 novembre. Déjà le mercredi 23 un débrayage avait eu lieu et il y en a eu d'autres toute la semaine suivante, à l'appel de la CGT et des élus de la liste Démocratie Ouvrière.

Vendredi 28, les ouvriers les plus combatifs bloquaient les portails de l'usine et, malgré les tentatives de la direction, presque personne n'est rentré travailler. Ce jour-là des cadres même sont restés dehors, ce qui faisait 90 % de grévistes. C'est ce vendredi-là que les revendications ont été votées par l'assemblée générale : 500 F d'augmentation pour tous, le maintien du pouvoir d'achat pour 1983 et 1984 sans tenir compte des augmentations individuelles, embauche définitive des jeunes sous contrat, paiement des heures de grève.

Si les travailleurs de Jeumont se sont mis en grève c'est que, pour leur pouvoir d'achat, ça ne va plus. Depuis le début de l'année les augmentations n'ont été que de 8 % et la direction ne propose que 0,4 % d'ici la fin décembre. La direction se retranche derrière les consignes du gouvernement, mais les travailleurs de Jeumont ne veulent pas se serrer la ceinture, d'autant plus que l'entreprise, qui fabrique des transformateurs pour l'EDF, la RATP, la SNCF, s'en met plein les poches. Si l'on en juge par les chiffres du Comité central d'entreprise de mai 1983, le bénéfice d'exploitation pour 1982 s'élève à plus de 200 millions de francs.

Depuis le début de la grève, toutes les décisions sont prises en assemblée générale, démocratiquement, par l'ensemble des travailleurs présents, et lundi un comité de grève de 21 membres a été élu, chargé d'appliquer ses décisions. La CGT pour sa part est dans la grève, mais ne participe pas au comité de grève. Elle a tenu d'ailleurs à le signaler à deux reprises. C'est donc le comité de grève qui organise la grève. Chaque matin les piquets sont devant les portes, leur première tâche étant d'allumer les braseros... pour pouvoir résister au froid. Un tract signé du comité de grève a été distribué mardi devant les usines de Paris-Rhône et Vidéocolor, qui se trouvent dans le même quartier, pour les informer.

Les travailleurs se sont collectés pendant l'AG, pour payer le tract.

Quant à la direction, elle n'a pas l'air d'apprécier la tournure que prennent les événements. Depuis le premier jour de grève, elle fait son possible pour faire rentrer les gens, en allant même jusqu'à les tirer par la manche pour leur faire franchir la porte... en vain. Elle a fait venir des huissiers dès lundi matin pour constater... que les gens pouvaient travailler et les camions rentrer.

Et mardi la direction envoyait à chaque travailleur une lettre le prévenant que *« des troubles sociaux perturbaient l'usine mais que la liberté du travail était respectée et que l'usine était ouverte à toutes celles et tous ceux qui souhaitaient normalement se rendre à leur poste de travail »*. Mais cela n'a en rien perturbé le moral général. Sur 800 travailleurs qui ne font pas partie de l'encadrement, seulement 69 sont rentrés travailler lundi et 113 mardi et, aux assemblées générales de ces mêmes jours, lundi et mardi, il y avait 350 personnes.

Correspondant LO

La Thomson gagne de l'argent en nous faisant les poches

Darmon, le directeur de la branche Communication de la Thomson-CSF, a déclaré à la presse que cette branche enregistrait un résultat brut d'exploitation bénéficiaire en 1983, alors que l'an dernier cette branche avait fait un déficit.

Mais quoi d'étonnant à ce que la Thomson se remplisse les poches, quand on voit comment elle vide les nôtres. Le prix de vente du matériel est libre de suivre l'évolution des prix des matériaux qui rentrent dans sa fabrication. Par contre, nos salaires ne suivent plus les hausses du coût de la vie et prennent de plus en plus de retard sur les prix.

L'an dernier, du fait que le réajustement des salaires sur l'indice de l'INSEE se faisait à l'époque avec trois mois de retard, avec le blocage, il nous a manqué 6 % sur nos salaires pour suivre les hausses de prix enregistrées par l'indice de l'INSEE, pourtant loin de refléter les hausses réelles que supporte notre porte-monnaie.

Quant à 1983, nous n'avons touché que 1,6 % en janvier, 2 % en avril, 1,6 % en juillet (compte tenu de la diminution de salaire due à l'augmentation de 0,4 % des cotisations ASSEDIC) et 2 % en octobre : soit 7,2 %. Pendant ce temps-là, les prix ont augmenté de 8,3 % de janvier à octobre. Nos salaires sont donc d'ores et déjà en retard de 1,1 %, et il y a encore novembre et décembre à venir.

Plus de 7 % de retard en deux ans, cela veut dire que, pour un OS dont le salaire est à la Thomson de l'ordre de 4 700 F, il faudrait aujourd'hui une augmentation de plus de 300 F pour retrouver son pouvoir d'achat de début 1982.

Dans de telles conditions, la Thomson peut effectivement annoncer des bénéfices. Mais quand on sait que la Thomson emploie environ 125 000 personnes, on voit le joli pactole qu'elle se fait... sur notre dos.

Correspondant LO

NORTON LA COURNEUVE

La direction écrit aux travailleurs

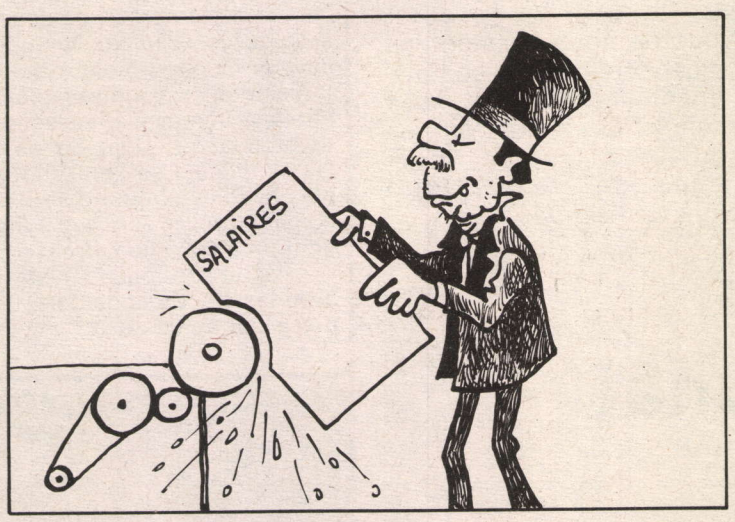
Chez NORTON, la direction vient de donner le ton des négociations salariales qui doivent avoir lieu en décembre et janvier, dans le cadre des lois Auroux.

Elle a remis à chaque travailleur une lettre avec la feuille de paie de novembre où elle explique :

« *Au moment où s'engagent, chez nous comme partout en France, les négociations salariales pour l'année 1984, vous devez être informés de la situation réelle de notre société et ainsi comprendre que, cette année encore, nos dépenses devront être strictement contrôlées et nos ambitions en matière de salaires limitées* ».

et après avoir étalé ses soi-disant pertes depuis 1981, elle poursuit : « *Les salaires et les charges sociales constituent une part importante de nos coûts. Leur évolution globale ne doit pas être supérieure à l'objectif d'évolution des prix fixé par le gouvernement pour 1984. C'est une des conditions de survie de notre société. Toute affirmation tendant à faire croire que les salaires peuvent augmenter à un rythme supérieur à celui de nos prix est une négation purement démagogique et totalement irresponsable des réalités économiques de l'entreprise* ».

La direction ne manque pas d'humour en parlant « *d'ambitions en matière de salaires* » lorsque l'on sait que chez Norton les salaires n'ont augmenté que de 4,7 % depuis le début 1983. En matière de blocage des salaires, Norton a devancé l'appel.



Avec cette lettre, la direction veut peser plus encore sur le moral des travailleurs, brandissant la « menace de mort» de l'entreprise.

Mais s'il y a une période où les actionnaires ont dû s'en mettre plein les poches, c'est bien durant l'année 1983. Outre les augmentations bloquées à 4,7 %, les salaires de 120 travailleurs de l'usine sont passés, grâce aux contrats solidarité, de 7 000 en moyenne à 4 000 F ! Car les nouveaux ont remplacé les anciens aux manivelles, pour des salaires inférieurs, et la différence est restée dans les caisses de la direction.

De plus, durant cette même année, la direction américaine de Norton a décidé de fermer 3 usines en Europe et d'en transférer les fabrications à La Courneuve. Et faisons confiance aux patrons : dans ce genre d'opération, il est rare qu'ils y perdent !

Les organisations syndicales qui vont participer aux négociations sont fixées sur les intentions de la direction, et ce ne sont pas ces négociations programmées d'avance qui changeront quoi que ce soit

Pour bousculer les projets de la direction, il faudra que les travailleurs la bousculent !

Correspondant LO

SNCF - LIMOGES

Des sanctions dures, des syndicats mous

Chez les contrôleurs de trains, deux de nos collègues ont été durement sanctionnés : six jours de mise à pied, rétrogradation à un niveau inférieur, descente des trains, dernier avertissement.

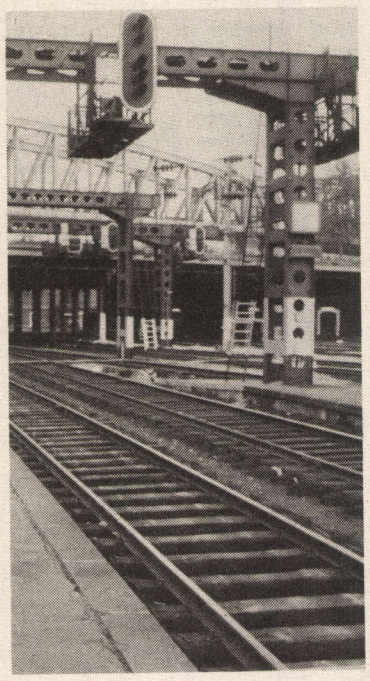
Dès l'annonce effective des sanctions, nous nous sommes retrouvés à une dizaine, mercredi 30, à la gare. Nous avons fait une affiche appelant à une réunion pour le lendemain.

A cette réunion, nous avons voté la grève pour le lundi 5, reconductible toutes les 24 heures. Un délégué CGT présent à la réunion appela à la grève par tracts.

Mais le dimanche soir, ceux qui embauchaient le lundi matin ont reçu chez eux, distribué par la direction, un tract du syndicat annulant la grève et appelant à une assemblée générale le lundi. La direction avait lâché du lest en promettant oralement de réintégrer les sanctionnés dans le service au bout de six mois.

A la réunion de lundi, les choses ne se sont pas passées facilement, un certain nombre d'entre nous n'accordant aucun crédit aux promesses orales faites par la direction.

Et les discours des dirigeants du syndicat, au grand



complet, cherchant à nous convaincre que ne pas bouger était préférable pour nos collègues, passaient difficilement. Là où ils se sont montrés les plus énergiques, c'était pour nous reprocher d'avoir appelé à une réunion sans les avoir avertis et d'avoir démarré un mouvement de grève sans eux !

Drôle d'attitude, pour des gens qui se disent les défenseurs des travailleurs !

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

MARKOWICZ (Région toulousaine)

Un patron qui licencie sans prendre de gants

L'entreprise Markowicz à Launaquet, dans la banlieue toulousaine, employait 110 ouvrières pour la fabrication de pantalons pour hommes. Mais l'entreprise a été mise en règlement judiciaire le 28 octobre et un syndic a été nommé. Le patron a décidé une restructuration et sur les 110 travailleuses, 68 ont été licenciées le 5 novembre. L'une d'entre elles nous a raconté comment le patron a agi et les réactions des travailleuses.

« Les licenciements ont été annoncés le vendredi soir. Cinq minutes avant la sortie, le patron a pris le micro en nous disant textuellement : « *Mesdames, j'ai quelque chose à vous dire. Vu la conjoncture économique difficile, je suis obligé de procéder à des licenciements. Vous voudrez bien passer au secrétariat avant de rentrer chez vous pour savoir si vous revenez lundi ou pas, bonsoir* ». C'était un vrai coup de massue. On ne savait pas que l'entreprise était en règlement judiciaire. Et une à une, la secrétaire nous a dit si on était ou pas licenciées. Alors on est rentrées chez nous. C'était un peu comme irréel. C'est simple, on n'a vraiment réalisé que le lundi. Il faut dire qu'il n'y a pas de syndicat dans l'usine. On était un peu perdues.

Le lundi matin on est toutes revenues, les licenciées et les autres. Mais c'était un peu la panique. Nous sommes allées demander des comptes au patron. Parmi les licenciées il y avait des femmes anciennes dans l'entreprise (jusqu'à 18 ans d'ancienneté) et même deux femmes enceintes. Pas de sentiment.

Quand on a vu qu'ils commençaient à démonter une chaîne de fabrication, les travailleuses concernées par les licenciements ont occupé l'usine jusqu'à ce qu'elles soient payées, qu'elles aient toutes leurs indemnités (préavis, congés, etc.) et le salaire d'octobre. On ne croyait pas trop à l'annulation des licenciements, alors on réclamait notre dû.

Alors on a amené les lits de camp, les jeux de cartes, les camping gaz, les pantoufles et la télé. Et on s'est installées dans le réfectoire. Les anciennes étaient là et elles ont occupé avec nous. Cela a duré jusqu'au samedi suivant, douze jours. Avec les 68 licenciées on a fait un roulement pour l'occupation et aussi on a créé un comité des licenciées qui allait voir les élus, les avocats, l'inspection du travail, qui allait ramasser des sous dans les usines de textile, ou distribuer des tracts, ou parler à la radio.

Pendant ce temps-là, celles qui n'étaient pas licenciées, une quarantaine, ont continué à travailler. Nous, nous occupions le réfectoire. Le jeudi suivant, le patron faisait rentrer celles qui n'étaient pas licenciées par une autre porte. Nous étions contagieuses en quelque sorte ! Celles qui travaillaient n'en menaient pas large. On leur distribuait des tracts, on essayait de discuter avec elles, elles baissaient la tête et elles rentraient travailler.

Finalement, nous avons donc été payées le jeudi suivant. Mais nous avons quand même continué à occuper jusqu'au samedi après-midi.

Depuis, le comité réunit les licenciées toutes les semaines. Nous faisons un dossier pour attaquer le patron aux Prud'hommes. Et comme nous pensons que ces licenciements ne sont pas justifiés, nous attendons les conclusions de l'expert-comptable. Nous ne nous considérons pas encore comme complètement licenciées et nous voulons que le patron se souvienne encore longtemps de nous. Notre bagarre n'est pas finie ».

CRAMA (Bordeaux)

Abstention-sanction aux élections de délégués du personnel

Aux élections de délégués du personnel du 24 novembre, sur 1061 employés inscrits, 405 ne sont pas allés voter. En 1982, il y en avait eu 177. Plus de 200 employés en n'allant pas voter ont tenu à montrer leur réprobation devant le refus des trois syndicats CGT, CFDT et FO de présenter sur leurs listes deux travailleurs connus de l'entreprise.

Les trois syndicats habituellement fort occupés à régler leurs comptes pour une fois s'étaient retrouvés d'accord pour mettre à l'écart ces deux militants. La raison de cette unanimité est bien simple. On leur reprochait d'avoir manifesté à plusieurs reprises, alors qu'ils sont à la CGT, leur hostilité à la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Plus de 200 collègues, eux, ont été d'accord pour leur donner leur chance en boycottant les élections afin qu'un deuxième tour avec des candidatures libres puisse être organisé.

Le quorum a malgré tout été atteint. Mais si certains responsables syndicaux ne cachaient pas leur satisfaction et leur soulagement lors du dépouillement en voyant qu'il n'y aurait pas de deuxième tour, leur tête a viré au vert en constatant les pertes de voix de leur syndicat.

La CGT et la CFDT ont perdu chacune une centaine de voix. Les adhérents de l'un et de l'autre syndicat ont tenu à dire leur désapprobation à l'égard des positions de leur syndicat vis-à-vis du gouvernement et de leurs méthodes pour faire taire ceux qui le disent tout haut. Et cela a été plus particulièrement ressenti pour la CGT.

Et c'est normal puisque toute l'histoire a commencé au sein de ce syndicat, lorsque au mois de juin dernier, il est devenu insupportable à des responsables CGT que des militants hostiles aux divers plans d'austérité puissent continuer à être à la Commission exécutive du syndicat et à être délégués. Ils proposèrent donc de les démettre. Ce ne fut pas si facile, les syndiqués se déplaçant pour dire leur fait aux responsables syndicaux qui ne se trouvèrent enfin une majorité qu'en consultant par écrit les syndiqués de divers établissements, dont un à 200 kilomètres.

Ils ne l'ont quand même pas emporté en paradis, puisque avec les élections de délégués, c'est toute la Caisse qui a pu participer au débat.

Correspondant LO

GRENOBLE

Le personnel communal manifeste

A la ville de Grenoble, la municipalité veut licencier trois personnes :

— un adjoint d'enseignement à l'éveil musical qui a un différend pédagogique avec sa hiérarchie. Un conseil de discipline a été réuni pour statuer sur son sort, et celui-ci a refusé le licenciement ;

— une adjointe d'enseignement musical est également menacée de licenciement sans qu'il y ait quelque chose de réel à lui reprocher ;

— enfin une assistante sociale du service de la santé scolaire, détachée de la DDAS des Yvelines depuis un an à la mairie de Grenoble, verrait son détachement non renouvelé car il y aurait un demi-poste de trop dans le service, alors qu'au moment où le refus de renouvellement lui était signifié, une autre personne était embauchée.

En réaction à ces mesures les communaux et les travailleurs du centre communal d'action social, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO, ont fait grève le jeudi 1er décembre. La CFTC qui s'est créée en 1983 après l'élection de la municipalité de droite ne s'est pas manifestée. Les travailleurs de l'OPHLM ayant également des problèmes de licenciements se sont joints aux communaux. Les syndicats ont annoncé une participation de 1 500 grévistes sur un effectif de 4 500 communaux répartis dans toute la ville. 450 sont venus à l'assemblée générale dans le hall de la mairie dès le matin. Il y avait une bonne ambiance.

A l'assemblée générale, des communaux ont proposé d'aller à Meylan, commune de l'agglomération grenobloise, où se déroulait une rencontre à laquelle étaient présents Alain Carignon, le maire RPR de Grenoble, et Jack Ralite le ministre de l'Emploi. Les syndicats répondirent que c'était difficile à organiser. Malgré tout, une vingtaine de communaux y allèrent, mais ne trouvèrent personne.

Dans le courant de l'après-midi, une nouvelle assemblée générale réunit une cinquantaine de grévistes. Une nouvelle proposition fut faite d'aller à la préfecture car il y avait une réunion avec le maire et Jack Ralite. L'intersyndicale répondit qu'elle n'était pas d'accord, « *On ne peut pas vous empêcher d'y aller, vous faites ce que vous voulez* ». Finalement, il n'y eut qu'une dizaine de communaux pour se retrouver devant la préfecture et chacun rentra chez soi.

Carignon le maire RPR de Grenoble maintiendra-t-il les menaces contre trois employés ? Le personnel a tout lieu de rester vigilant. *(AFP)*

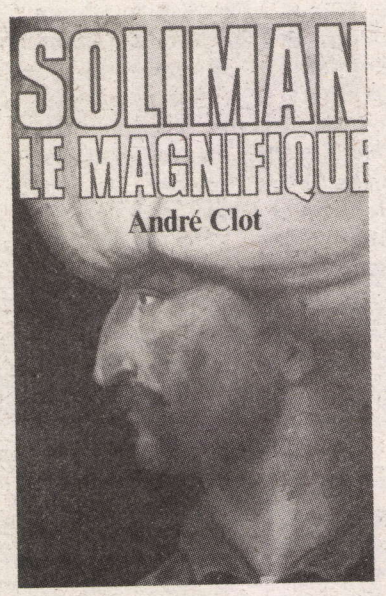
Dans ses déclarations à la presse locale, la municipalité a l'air de manifester une hésitation. En tout cas, le personnel municipal a tout lieu de rester vigilant et prêt à réagir.

Correspondant LO

LIVRES

« Soliman le Magnifique »

d'André Clot



La Renaissance. C'est l'époque où l'Angleterre d'Henry VIII, la France de François 1er et surtout l'Empire germanique de Charles Quint dominent l'Europe occidentale, cherchent à constituer ou consolider des Etats nationaux par des conquêtes territoriales, entrent en conflit aussi pour s'assurer le contrôle du commerce avec l'Orient. C'est l'époque de la Réforme, de la montée du protestantisme et de l'intolérance religieuse. C'est aussi, à l'est de la Méditerranée, l'apogée de l'Empire ottoman.

En ce début du XVIe siècle, l'Empire turc était en pleine expansion, avec la prise d'Alep en Syrie, du Caire et de la Mecque ; il s'étendait en Europe sur des régions qui sont aujourd'hui la Grèce, la Yougoslavie et une partie de la Roumanie. Et les armées turques, après avoir pris la ville de Buda, en Hongrie, en 1526, menaçaient directement l'Empire germanique en arrivant aux portes de Vienne trois ans plus tard. Sur la Méditerranée, la puissance ottomane mettait à mal les anciens dominateurs vénitiens ou espagnols.

A travers le règne du sultan Soliman le Magnifique, de 1520 à 1566, André Clot se propose de faire connaître l'Empire ottoman, et d'expliquer les causes de sa puissance.

Sur le plan de l'armement, le décalage était peu sensible entre l'Orient et l'Occident. Mais la force du sultan ottoman résidait d'abord en partie sur le fait qu'il disposait d'une armée disciplinée — les « janissaires », ces soldats d'élite composés d'esclaves pris dès l'enfance dans les populations chrétiennes, mais bénéficiant d'avantages en contrepartie — mais surtout qu'il pouvait s'appuyer sur un Etat centralisé, riche tant en ressources humaines que matérielles.

L'auteur s'attache aussi à dresser un tableau de la société turque du XVIe siècle, du plus humble au plus puissant, et montre aussi comment les conquérants islamiques ont pu imposer leur domination sur les populations des territoires conquis. Bien plus tolérants que les souverains européens, les sultans ottomans n'exigeaient rien d'autre... qu'un impôt supplémentaire des peuples non musulmans, et les acceptaient d'autant mieux qu'ils favorisaient le développement du commerce et, partant, de la richesse de l'Empire. Mais tout en montrant l'avance et la puissance de la société turque, André Clot n'en peint pas pour autant un tableau idyllique : il montre par exemple comment chaque sultan règle les problèmes de succession par la « loi du fratricide », c'est-à-dire en éliminant les membres de sa famille susceptibles de lui contester le pouvoir. Quant à la masse de la population paysanne, sa vie n'est pas plus enviable qu'en Occident.

Livre d'un historien, s'attardant souvent un peu trop sur des détails, cet ouvrage est intéressant en ce qu'il donne une idée précise de la Turquie du XVIe siècle et de son importance par rapport aux puissances européennes.

Samuel LATAN

Soliman le Magnifique *de André Clot, Ed. Fayard, 89 F.*

« Dark Hazard »

de W.R. Burnett

W.R. Burnett a écrit quantité de romans dont la plupart ont été publiés en français dans la Série noire et certains portés à l'écran par le cinéma américain (Toute la ville en parle *avec Edward G. Robinson,* Quand la ville dort *de John Huston.*

Dark Hazard *est le nom d'un chien de course. En pleine crise de 1929, on trouve aux Etats-Unis des champs de course en réduction, où l'on peut parier sur des chiens. C'est dans ce milieu que nous fait pénétrer W.R. Burnett. Là se mêlent propriétaires, éleveurs et entraîneurs, mais aussi les éléments de la pègre qui, en sous-main, tiennent la caisse.*

Le protagoniste principal est bien sûr Dark Hazard, un lévrier très rapide, capable de gagner des courses, même quand il semble mal placé. Mais ce livre est surtout le roman de la passion que lui porte un pauvre bougre, un de ces « perdants » qui a reporté sur lui tous ses espoirs.

Ce roman sur la passion du jeu réserve malgré tout quelques surprises. Car — et c'est là le talent de W.R. Burnett — il sait, d'un sujet plutôt conventionnel, tirer un livre sympathique qui se lit avec plaisir.

Jacques FONTENOY

Dark Hazard *de W.R. Burnett, Ed. de l'Ombre, collection l'Introuvable, 266 P., 58 F.*

« Les égarés »

de Frédérick Tristan

Ce roman, qui a obtenu le prix Goncourt 1983, est le récit d'une mystification littéraire.

Cyril Pumpermaker, jeune homme discret, un peu timide a horreur de son nom qu'il trouve vulgaire, il écrit sous le pseudonyme de Chesterfield. Son roman n'aurait jamais été connu s'il n'avait rencontré Jonathan Varlet, séducteur aux mille astuces, au charme intrigant, qui va se proposer pour jouer le rôle de Chesterfield afin de faire connaître le livre de son ami et de profiter des retombées de la gloire. Editeur, critiques littéraires et public sont enthousiasmés. C'est un succès !

Chesterfield (J. Varlet) plaît et Cyril n'est pas mécontent de cette situation dans laquelle ils vont donc s'installer, en se partageant les rôles : l'un fade, aimant la solitude, écrira dans l'ombre, l'autre séduisant et désinvolte se chargera des relations publiques. Le roman nous emmène en Angleterre, à Venise, dans l'Allemagne de l'avant-guerre où monte le nazisme, en Espagne pendant la guerre civile ainsi qu'en Amérique. On suit ces « égarés » ainsi dans leurs secrets, et leurs phantasmes, mais si le livre est plutôt agréable à lire et bien écrit, on finit par se lasser de ces personnages introvertis qui traversent le monde sans vraiment le voir.

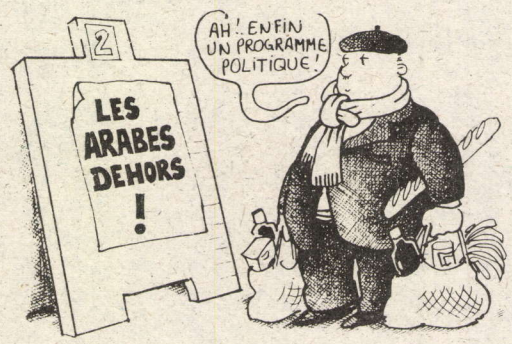
Ghislaine GAUTHIER

Les Egarés *de Frédérick Tristan, Ed. Balland, 95 F.*

PLANTU

C'EST LE GOULAG !

LES MUNICIPALES



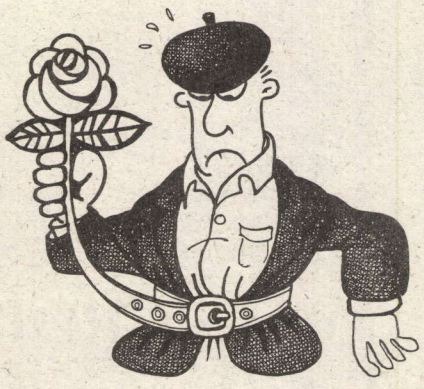
Ce petit livre est un recueil de deux cents dessins de Plantu parus dans Le Monde *de octobre 1980 à aujourd'hui.*

Incontestablement, Plantu a été touché un temps par l'« état de grâce », en 1981 ! Depuis il semble en être quelque peu revenu, et ce sont d'ailleurs les dessins de la dernière année qui sont souvent les plus percutants. Il caricature avec une ironie souvent mordante les contradictions de la gauche au pouvoir, sa reprise de la politique menée par la droite. Il est vrai que, si Plantu se situe à gauche, il a le crayon bien plus acide pour caricaturer le Parti Communiste que le Parti Socialiste.

Un recueil de dessins qu'on parcourt avec plaisir, et qui ne peut manquer de faire souvent sourire.

Philippe NATIER

La rigueur



LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS

ON NOUS COMMUNIQUE :

Nouveaux spectacles :

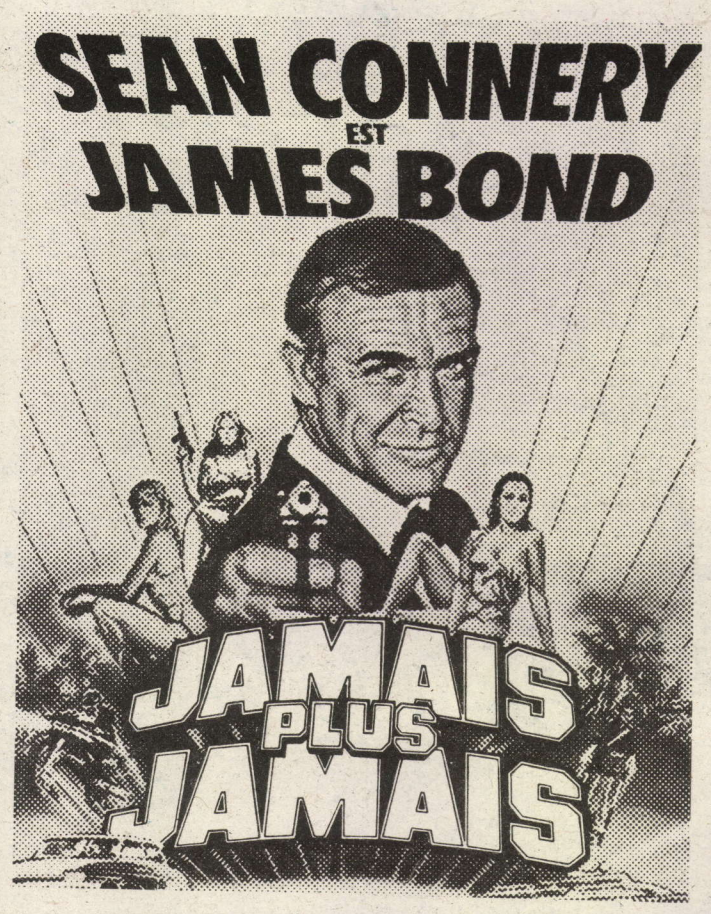
• ***Au théâtre LE 3 SUR 4** 122, Bd Montparnasse, Paris 14e, métro Vavin :*

A 20 h 30 : Bruno Garcin dans ***Le rapace-miettes.*** *A 22 h 15 :* ***Quelque estaminet*** *de J-P. Morby avec Didier Chaix et Patrick Lambert. Ces deux spectacles à partir du 7 décembre. Relâche dimanche.*

• ***Au théâtre CITHEA - Jacqueline Dorian** 112, rue Oberkampf Paris 11e, métros Parmentier et Ménilmontant :*

Du mercredi au samedi (7-18 décembre) à 20 h 15 le groupe Andrew More joue ***La vie sauvage*** *spectacle rock. Du mercredi au samedi (7 décembre-5 janvier) à 22 h* ***Fascination ou Les amours d'une enfant de la balle.*** *Du caf'conc'au tango avec Danièle Berdou, Christine Costa, Adrienne Delille, Régis Reuilhac.*

FILM



de Irvin Kershner

Lorsqu'une publicité vante trop un produit, elle risque de faire découvrir à tout le monde, si le produit est mauvais, que franchement — plus jamais — il ne sera question d'en faire l'acquisition. C'est ce qui arrive avec ce film dont on nous a dit que c'était le dernier tourné — contrat oblige — par Sean Connery. Heureux veinard, le voilà débarrassé d'un rôle qui lui pesait peut-être, mais à coup sûr agrémenté d'un cachet bien plus lourd encore.

Le revoilà donc, copie conforme du célèbre agent secret qui débarqua sur les écrans il y a deux décennies. Le même, avec vingt ans de plus, un tantinet grisonnant, empâté juste ce qu'il faut, les vertèbres un peu tassées vers le bas. Autant de clins d'œil qui ne sont pas parmi les plus mauvais, au contraire mais qui ne suffisent quand même pas à faire un film. Car le reste est monotone, lent, fade : deux ou trois gags, quelques jolies filles, des décors enchanteurs et stéréotypés, des scènes de bagarre qui n'en finissent plus... tout ça fait que la mayonnaise ne prend pas.

Jamais, plus jamais !

René JUILLARD

Sélection

Dans les salles parisiennes

Films récents...

ERENDIRA.
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1er (vo), UGC Opéra 2e, Quintette 5e (vo), UGC Champs Elysées 8e (vo), Lumière 9e, Olympic Entrepôt 14e (vo), Sept Parnassiens 14e (vo).

AU NOM DE TOUS LES MIENS.
de Robert Enrico.

A travers la vie du Juif polonais Martin Gray, une évocation de la guerre, des camps de la mort et du soulèvement du ghetto de Varsovie de 1943.

Forum Arc en Ciel 1er. Rex 2e. Odéon 6e. Normandie 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Bastille 12e. Paramount Montparnasse 14e. Clichy Pathé 18e.

COEURS CAPTIFS.
de Michael Redford.

Des prisonniers italiens en Ecosse durant la dernière guerre. Ostracisme, hostilité, hypocrisie des « règles démocratiques »...

Logos 5e (vo). Parnassiens 14e (vo).

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonnade.

Gaumont Les Halles 1er. Berlitz 2e. Richelieu 2e. Saint-Germain village 5e (vo). Publicis Saint-Germain 6e. Ambassade 8e. George V 8e. Lumière 9e. Paramount Galaxie 13e. Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Parnassiens 14e. Gaumont Convention 15e. Convention Saint-Charles 15e. Clichy Pathé 18e. Secrétan 19e.

LA TRAGÉDIE DE CARMEN.
de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

14 Juillet Parnasse 6e.

GANDHI.
de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l' « apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5e (vo).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE.
de Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Hautefeuille 6e (vo). Pagode 7e (vo). Colisée 8e (vo). 14 Juillet 11e (vo). Miramar 14e.

LA BALLADE DE NARAYAMA.
de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Gaumont les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Colisée 8e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo). 7 Parnassiens 14e (vo).

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Rio Opéra 2e. Ciné Beaubourg Les Halles 3e. Danton 6e. 14 Juillet Parnasse 6e. Marbeuf 8e. 14 Juillet 15e.

VASSA.
de Gleb Panfilov.

D'après une pièce de Gorki. La décomposition d'une famille bourgeoise et un portrait de maîtresse femme dans la Russie de 1913.

Cosmos 6e (vo).

ZELIG.
de et avec Woody Allen.

Les aventures de l'homme-caméléon ou les malheurs comiques de celui qui voulait trop bien s'adapter.

L'Epée de Bois 5e. Rotonde 6e. Publicis Matignon 8e.

HANNA K.
de Costa Gavras.

A travers l'histoire sentimentale d'une avocate israélienne, le problème de la dépossession des Palestiniens de leurs terres.

Bonaparte 6e (vo).

VIVEMENT DIMANCHE.
de François Truffaut.

Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.

UGC Opéra 2e.

... et moins récents

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.
de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Olympic Luxembourg 6e (vo). Acacias 17e (vo).

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Pour gagner sa vie, une femme se fait passer pour un homme qui se travestit en femme... Un coup de griffe désopilant contre les machos de tous poils !

Saint Michel 5e (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.

L'ascension sociale d'un jeune Irlandais dans l'Europe du XVIIIe siècle. Images et musique superbes.

Grand Pavois 15e.

DE MAO A MOZART.
de Murray Lermer.

Un reportage sur la tournée en Chine du violoniste Isaac Stern. Une occasion pour lui de nous faire partager son plaisir : la musique.

Calypso 17e (vo).

DIVA.
de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra.

Panthéon 5e. Rivoli Beaubourg 4e. Grand Pavois 15e.

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.

L'opéra de Verdi adapté de *La dame aux camélias.*

Vendôme 2e (vo). Bienvenue 15e (vo).

DANTON
d'Andrzej Wajda.

Evocation de la période de la « Terreur », sous la Révolution française.

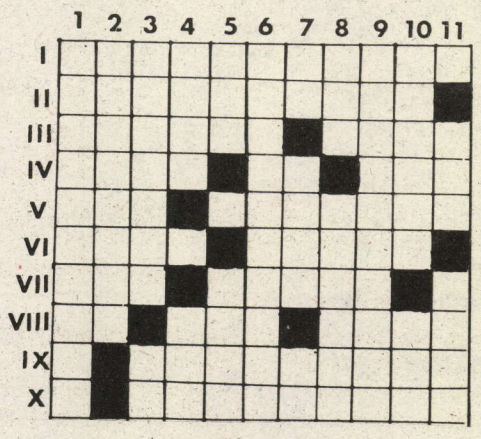
Grand Pavois 15e.

et puis deux grands classiques du cinéma français :

AUSTERLITZ.
d'Abel Gance.
Acacias 17e (à 13 h 45).

LES BAS FONDS.
de Jean Renoir.
Saint-André-des-Arts 6e. Studio 43 9e.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT : I. Salaire. II. Vendirent. III. On n'aime guère travailler pour elles. Mâchoires. IV. Dérape. Sur une table à dessin. Période de temps. V. Petite partie d'une municipalité. Etoile de mer. VI. Déplace. Aspiration. VII. Sur une île. Blessure. VIII. Négation. Langue. Le dernier est souvent rengaine. IX. Transformeras les aliments. X. Se posèrent sur une surface mouvante.

VERTICALEMENT : 1. Semonce. 2. Caractères regroupés pour dire quelque chose. 3. Sont sur le crâne, ou crâneries. Affirmation étrangère. 4. Ancien caractère. Pronom très personnel, dans le désordre. 5. Il faut parfois se mouiller pour y aller. Comprend. 6. A du succès. 7. Vieille ville. Crache du feu. Participe. 8. Train de luxe. Empêcher. 9. Comprise dans certaines limites. 10. Loutre de mer. Annonce. 11. Fin de participe. Vous rend lourd.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	R	R	A	T	I	Q	U	E	S
II	R	O	U	L	E	R	■	S	P	A
III	R	U	S	E	■	I	D	E	E	S
IV	E	S	T	■	D	S	■	L	I	S
V	U	S	I	N	E	E	S	■	R	E
VI	R	A	C	O	L	E	U	S	E	■
VII	■	T	I	T	I	■	C	A	■	L
VIII	A	R	T	E	R	I	E	L	L	E
IX	N	E	E	■	A	L	E	S	A	S
X	A	S	■	L	I	S	S	A	I	T

LIVRE-EXPOSITION

« *La Mémoire d'Abraham* »

de Marek Halter

Marek Halter est né en Pologne de parents juifs. A cinq ans, il s'échappe du ghetto de Varsovie, passe quelques années en URSS avant de s'installer définitivement en France en 1950. Il est connu en tant qu'écrivain ainsi que comme partisan de la paix au Moyen-Orient et de l'amitié entre les peuples juif et arabe.

La mémoire d'Abraham *est une plongée dans le passé et la tradition juifs évoqués de façon très largement fictive par la chronique de la vie du scribe Abraham qui quitte Jérusalem incendiée par les Romains en l'an 70 de notre ère et de ses descendants dont le dernier représentant est l'auteur lui-même. Ces deux mille ans d'errances, de persécutions, de labeur qui nous mènent d'Afrique en Espagne, de France en Pologne, symbolisent l'histoire du peuple juif depuis qu'il fut chassé d'Israël.*

Et puisque l'auteur a choisi d'exalter les traditions juives, c'est bien sûr à la religion qu'il est fait référence. Passent encore les nombreuses allusions bibliques destinées au lecteur averti. Mais la complaisance avec laquelle on cite la Tora *et le* Talmud, *les* « béni soit-il ! » *qui fleurissent toutes les trois pages sont de toute évidence destinés à satisfaire le public juif religieux auquel s'adresse l'auteur. Pour les autres... ils peuvent s'abstenir*

La mémoire d'Abraham *de Marek Halter, Ed. Robert Laffont, 95 F.*

Origine et évolution de l'Homme

Au Palais de la Découverte

Le Palais de la Découverte présente jusqu'en février 1984 l'exposition *Origine et évolution de l'Homme* réalisée à l'occasion du premier congrès international de paléontologie humaine réuni à Nice en 1982.

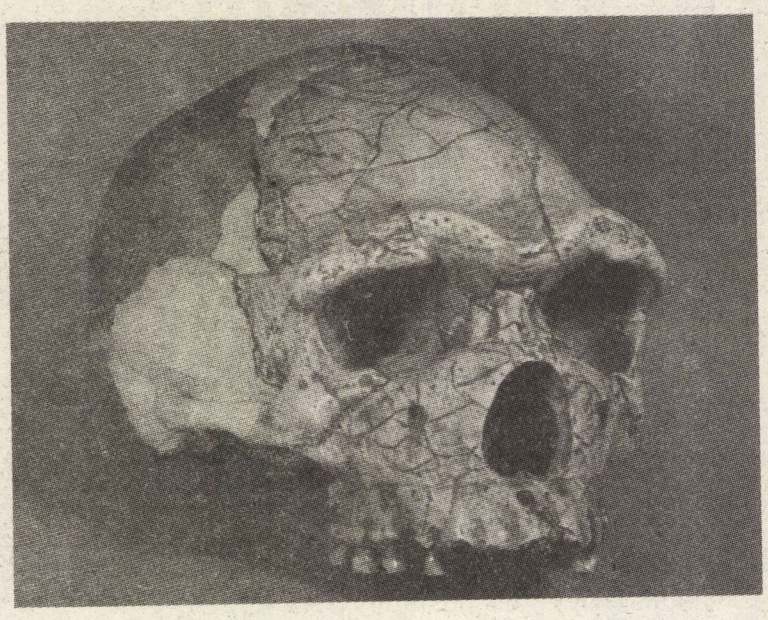
Le but dans lequel a été réalisée l'exposition a sans doute déterminé sa conception. Elle consiste en une présentation la plus complète possible des découvertes faites dans ce domaine. Quasiment tous les chantiers de fouilles sont représentés par au moins un moulage.

L'abondance des pièces fait qu'on distingue mal les grands traits essentiels caractéristiques des différentes espèces apparentées à l'homme actuel, qui se sont succédé depuis trois millions d'années. Et l'importance de la place attribuée à chacun des aspects ou chacune des époques de l'évolution humaine dépend davantage du nombre de pièces à présenter sur le sujet, que de son importance sur le plan de l'évolution. On regrette également que très peu de place soit accordée à l'évolution de l'outillage qu'on ne peut séparer, depuis deux millions et demi ou trois millions d'années que l'homme fabrique des outils, de l'évolution biologique et sociale.

Un certain nombre de panneaux qui font le point sur certaines étapes de l'évolution humaine sont très intéressants. Par exemple celui qui concerne les conséquences, pour l'évolution, de l'apparition de la marche bipède. Ou encore, celui qui explique ce que la fabrication d'outils révèle de l'intelligence humaine : l'homme qui fabrique un outil (ce que ne fait aucun animal, même si certains en utilisent) conçoit l'outil qu'il veut réaliser avant d'en commencer la fabrication.

Un panneau montre ce qui, à partir des découvertes paléontologiques, permet d'affirmer qu'il y a 2,5 millions d'années l'Homo Habilis possédait probablement le langage : un cerveau suffisamment volumineux possédant des aires du langage suffisamment développées, un palais profond permettant la modulation des sons, enfin la fabrication d'outils témoins d'une vie sociale nécessitant le langage.

Peu mis en relief, des textes et des pièces présentées montrent comment on peut supposer que des rituels, concernant en particulier les morts, existaient probablement dès 150 000 ans avant notre époque,



« L'Homme de Tautavel », dans les Pyrénées Orientales — environ 480 000 ans.

témoins du niveau d'abstraction atteint par l'intelligence humaine. On trouve bien plus tardivement la preuve d'une inhumation systématique des morts, souvent accompagnée de traces de rituels, voici quelque soixante mille ans, avec les Néandertaliens.

En bref, une exposition dans laquelle il y a de nombreuses choses intéressantes, mais conçue pour des initiés, à l'exception des quelques panneaux thématiques et dont la présentation manque parfois de clarté.

Philippe NATIER

Palais de la Découverte, avenue Franklin D. Roosevelt, M° Franklin D. Roosevelt.

Entrée du Palais de la Découverte : 10 F (réduction pour les scolaires). Fermé le lundi.

TELE

Sélection

Samedi 10 décembre

20 h 35. FR3. La Dame aux camélias (sauf à Strasbourg). Première partie de la version télévisée du film de M. Bolognini qui doit sortir en salle. Avec Isabelle Huppert dans le rôle d'Alphonsine Plessis. Le scénario prendrait de grandes libertés avec la réalité historique... et les nombreuses versions qui l'ont précédé.

21 h 45. TF1. Droit de réponse. « La France vieillit et manque de bébés », tous les ministres vous le diront, de Michel Debré à Georgina Dufoix, dans l'émission de Michel Polac. L'émission convaincra-t-elle les téléspectateurs d'opérer sur la question le « redressement » tant attendu par les gouvernants ?

22 h 45. TF1. Etoiles et toiles. L'émission de Frédéric Mitterrand est consacrée cette semaine au cinéaste Fassbinder et plus précisément à sa série télévisée **Berlin Alexanderplatz** (les « bas-fonds » de Berlin).

Dimanche 11 décembre

18 h. A2. Dimanche Magazine. « Renault : ça passe ou ça casse ». Le reportage retrace « 10 ans de crise » à Renault. En abordant 5 thèmes : le choc pétrolier, la concurrence, les finances, les robots et les bouleversements sociaux. Les dirigeants de Renault s'y expriment apparemment beaucoup.

20 h 35. TF1. Film **Les Professionnels** de Richard Brooks avec Burt Lancaster : un western plein de bandits au grand cœur et de cow-boys nostalgiques.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Stanley et Livingstone de Henry King. Le journaliste et l'explorateur à l'époque de la conquête coloniale du continent africain.

Lundi 12 décembre

Deux « polars » au choix :

20 h 35. TF1. 125, rue Montmartre film des années 50 avec Lino Ventura, Robert Hirsch, etc.

20 h 35. FR3. Les granges brûlées plus « psychologique » avec le duo Delon-Signoret, comme dans la **Veuve Couderc.**

22 h 05. TF1. Santé. Vivre sans vessie. Magazine médical d'Igor Barrère et Etienne Lalou.

Mardi 13 décembre

20 h 40. A2. Une sale affaire. Film d'Alain Bonnot. Magouilles de notables de province et manœuvres d'un flic peu scrupuleux : Victor Lanoux et Marlène Jobert dans un duo explosif.

22 h 50. TF1. L'enjeu. Emission de De Closets, De la Taille, etc. Un sujet sur le « changement » en Espagne.

Mercredi 14 décembre

20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information. Les petits damnés de la terre. Ils sont 52 millions d'enfants au travail dans le monde.

20 h 35. A2. Le ciel et le feu. Reconstitué à partir du témoignage de ceux qui ont vécu l'événement ; le détournement d'un avion par un commando palestinien en 1970. Le réalisateur essaye de faire comprendre les raisons de cette action.

21 h 55. A2. Les jours de notre vie. La neuro-chirurgie vasculaire.

Jeudi 15 décembre

20 h 35. A2. Marco Polo. Superproduction haute en couleurs pour ceux qui rêvent d'aventures au 13e siècle.

20 h 35. FR3. La lettre écarlate. Film de Vim Venders. Au 17e siècle, à Salem, une jeune femmes est mise en quarantaine pour adultère. Le fanatisme puritain en procès.

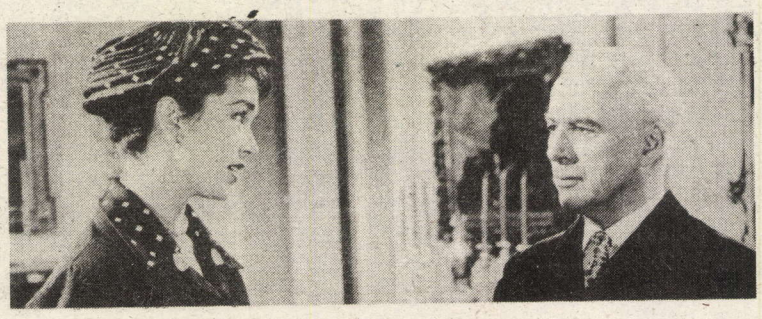
21 h 35. A2. Alain Decaux raconte... Le dernier jour de Pompéï.

22 h 10. TF1. L'art au monde des ténèbres. Série de quatre émissions (c'est la deuxième) sur les ornements des grottes du paléolithique. Voyage à Pech Merle, aux Combarelles, à Lascaux. De nombreux scientifiques parlent de la vie des hommes à l'âge du renne.

Vendredi 16 décembre

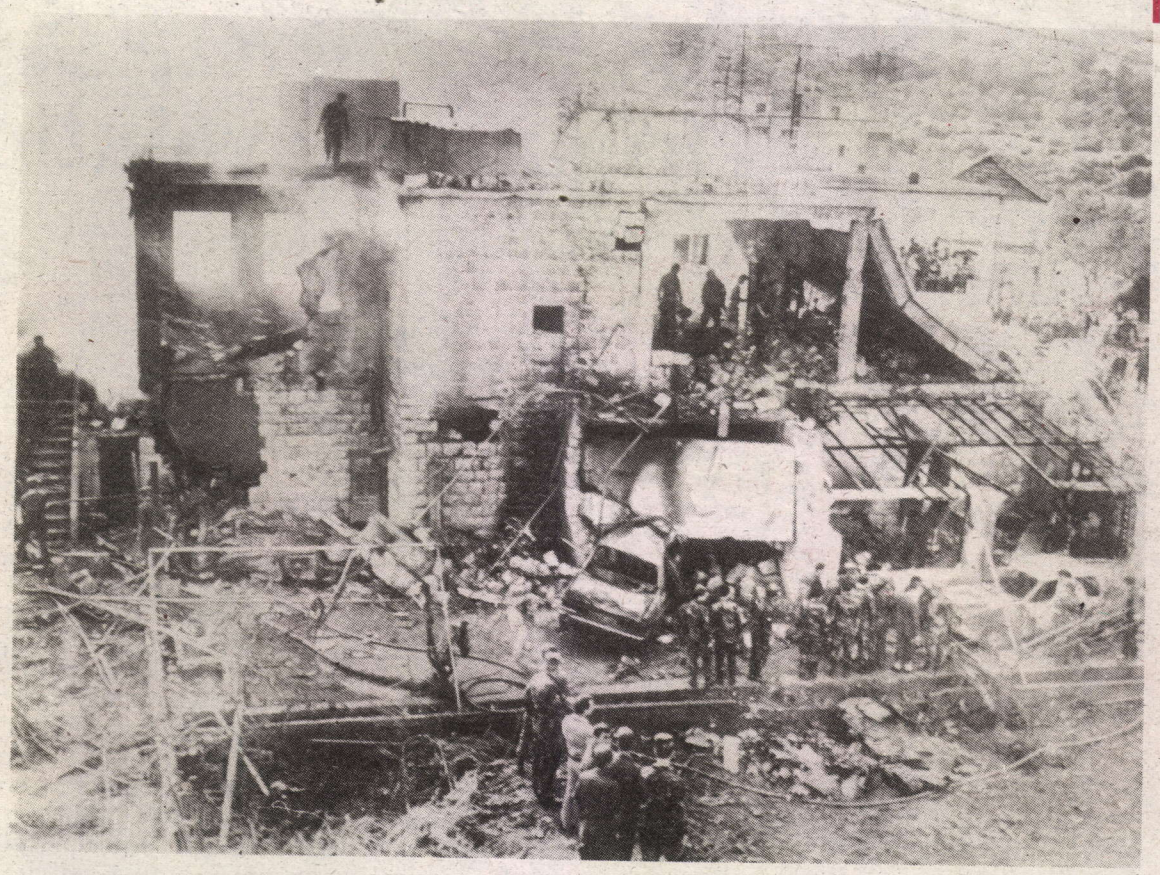
21 h 35. A2. Apostrophes. Mystères de notre ascendance. Sur ce thème, Bernard Pivot reçoit entre autres Yves Coppens, pour son livre **Le singe, l'Afrique et l'homme**, Maurice Taieb pour sa préface de **Lucy, une jeune femme de 3,5 millions d'années**, etc.

23 h. A2. Ciné-club. Série Charlie Chaplin **Un roi à New York.** A travers l'histoire d'un roi chassé de son royaume, Charlie Chaplin critique la société américaine qu'il a dû quitter à cause du maccarthysme (film de 1957).



Moyen-Orient

La démonstration de force des dirigeants américains



Après l'intervention des Super-Etendard français dans le ciel libanais, les dirigeants des Etats-Unis ne voulaient sans doute pas être en reste sur leurs homologues français. Ils ont eu, à leur tour, leur Baalbek. Dimanche 4 décembre, des avions ont été envoyés mener un raid de représailles contre les positions syriennes. L'opération ne s'est pas mieux terminée que le raid français sur Baalbek, il y a un mois, dont les résultats sont encore discutés. En effet deux avions américains — trois, selon la Syrie — ont été abattus, et un des pilotes est maintenant prisonnier de la Syrie. Le même jour, huit soldats américains étaient tués dans le bombardement des positions US à Beyrouth.

Quel est le but recherché par les dirigeants US ? Si l'on en croit les commentaires sur ce raid, Reagan aurait cherché à donner un coup de semonce à la Syrie, pour l'inciter à se montrer accommodante dans un éventuel règlement du conflit libanais. En engageant directement leurs forces dans un raid aérien, les dirigeants US montrent qu'ils sont prêts à prendre eux-mêmes l'initiative d'un affrontement. Ce fait, venant après l'annonce, la semaine dernière, du renforcement de la coopération stratégique entre les USA et Israël, prend une claire valeur d'avertissement : les dirigeants impérialistes sont prêts, le cas échéant, à prendre l'initiative d'une guerre contre la Syrie, qu'ils mèneraient eux-mêmes ou que, bien plus probablement, ils feraient mener par l'armée de leur allié, Israël, voire par les troupes de leurs alliés de la soi-disant Force de paix multinationale.

Mais le but des dirigeants impérialistes est-il vraiment de faire pression pour obliger la Syrie à une négociation ? On peut se le demander. En fait, il est évident depuis longtemps que ni les dirigeants syriens, ni les dirigeants russes qui les soutiennent ne réclament autre chose. La Syrie (et avec elle l'URSS) se sert de ses positions militaires au Liban pour démontrer que tout règlement au Moyen-Orient doit se faire avec son accord. Mais en même temps, elle et l'URSS démontrent qu'elles sont prêtes à collaborer à une normalisation de la situation sur le dos des peuples de la région. Car c'est bien là le but poursuivi par Assad lorsqu'il envoie ses troupes bombarder les positions de l'OLP à Tripoli.

Mercredi 7 décembre, le ministre d'Etat syrien pour les Affaires étrangères, Farouk El Chareh, a d'ailleurs confirmé que la Syrie est prête à *« ouvrir un dialogue avec les Etats-Unis, puisque les Américains le veulent »*.

Mais le problème, pour les dirigeants US, n'est pas seulement de « régler » le conflit libanais avec l'éventuelle collaboration de la Syrie. Il est aussi de démontrer qu'on ne brave pas impunément l'impérialisme et qu'il est aujourd'hui déterminé à imposer sa solution, éventuellement par la force, partout où sa domination est contestée. Cette démonstration s'adresse, bien au-delà d'Assad et du régime syrien, bien au-delà de Joumblatt et des Druzes libanais, à tous les peuples soumis à la domination impérialiste. C'est eux qu'il s'agit d'intimider. C'est à eux qu'il s'agit de démontrer que les dirigeants US sont prêts à tout.

Alors, peut-être la démonstration est-elle sans risque parce que, en fait, les dirigeants US et les dirigeants syriens ont déjà arrangé les termes d'une négociation et que simplement Reagan ne veut pas paraître l'accepter sans avoir au préalable fait l'étalage de sa force et de sa détermination. Mais peut-être aussi a-t-il décidé de toute façon de ne pas négocier avec la Syrie, car il estime que, quelle que soit l'issue de cette négociation, ce serait encore faire la part trop belle à un partenaire trop indépendant.

Cela est d'autant plus plausible qu'un affrontemen avec la Syrie, alliée de l'URSS, peut-être utile aux dirigeants US pour des raisons plus générales. Dans les années à venir, en cette période de crise, les USA peuvent avoir à défendre leur domination contre la révolte de bien d'autres peuples que les peuples libanais ou palestinien, dans des régions bien plus vitales pour lui. Il lui faudra alors mobiliser la population américaine pour lui faire accepter d'aller faire la guerre aux quatre coins de la planète contre les peuples. Mais pour parvenir à la mobiliser, il faudra d'abord la convaincre que, dans tous les conflits qui peuvent surgir dans ce monde dominé par l'impérialisme, il y a la main d'ennemis « communistes », de « Soviétiques » qui cherchent à mettre le monde à feu et à sang pour provoquer la démocratique Amérique.

Par ailleurs, la persistance du conflit du Liban et de l'engagement américain est en train d'habituer le peuple américain à voir les soldats US mobilisés pour faire le coup de feu et éventuellement perdre la vie bien loin de leurs frontières, alors que depuis la guerre du Vietnam un tel engagement rencontrait l'hostilité de l'opinion américaine.

L'avenir seul dira si l'engagement des avions US dans le ciel libanais n'aura été qu'une démonstration sans lendemain, ou au contraire les premières salves d'une préparation guerrière allant jusqu'à une nouvelle guerre du Moyen-Orient, voire jusqu'à un nouveau conflit mondial. Le danger de toute façon existe. Et il existera tant que ce seront les Reagan, avec leurs amis Mitterrand ou Shamir et autres dirigeants impérialistes, qui décideront tout seuls jusqu'où il est bon d'aller ; tant qu'ils auront entre leurs mains de quoi engager toute l'humanité dans une effroyable boucherie.

Grève à Talbot-Poissy

Mercredi 7 décembre, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les 7 000 ouvriers de l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) ont entrepris une grève de 24 heures reconductible. Démarré par l'équipe du soir, le mouvement était total le lendemain dans l'équipe du matin.

Ce mouvement est la réponse des ouvriers de Poissy au plan de restructuration annoncé par le groupe PSA en juillet dernier, qui prévoit le licenciement de 2 095 travailleurs de cette usine.

Il est vrai que, le 11 octobre, le ministère du Travail a refusé d'autoriser les licenciements prévus par le plan de PSA. Mais il a clairement indiqué que ce refus n'était que provisoire, et uniquement destiné à obtenir de PSA quelques mesures « sociales » d'accompagnement. Et depuis, PSA a révisé son plan en incluant 4 456 des mises en pré-retraite prévues, dans une convention avec le Fonds national de l'emploi.

Pour les travailleurs, les nouvelles propositions de PSA sont tout aussi inacceptables. Et s'ils ont décidé de se mettre en grève sans attendre que le ministère du Travail fasse connaître son avis, c'est qu'ils n'attendent rien de bon du gouvernement sur ce terrain. Et à coup sûr, ils ont raison !

Quant à la CGT, elle adopte pour la circonstance un ton résolu. Ce qui ne l'empêche pas, dans le même temps, de mettre en avant dans un communiqué de la Fédération des métaux ses « solutions » aux difficultés de PSA, et de réclamer des « négociations industrielles » : « *Sur le plan industriel, la négociation doit traiter de l'avenir de la marque, de la production de la C28 à Poissy sous la marque Talbot* ».

Mais les grévistes de Talbot n'ont, eux, aucune raison de défendre « l'avenir de la marque ». Ce qu'ils ont à défendre c'est le droit au travail, et surtout au salaire, de ceux d'entre eux qui sont menacés de licenciement. Les marques peuvent changer de nom ou de patron, mais elles ont toujours besoin de bras pour faire sortir les voitures : les ouvriers de Poissy, ex-Simca, ex-Chrysler, sont bien placés pour le savoir !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.